



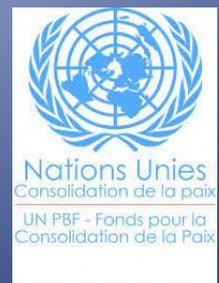
Evaluation Sommative

Appui aux femmes leaders communautaires pour la prévention des éventuels conflits liés aux élections législatives et présidentielles de 2020 (Septembre 2019 – Septembre 2021)

PROJECT ID : 00118833
PBF/IRF-310)



NATALIA CONESTÀ – CONSULTANTE
INTERNATIONALE
DECEMBRE 2021



REMERCIEMENTS

En tant que chef de l'équipe d'évaluation je tiens à remercier tous ceux qui ont apporté leur soutien à cette évaluation.

Remerciements particuliers à la Section Genre et à la Section Démocratie et Gouvernance du bureau pays de UNICEF et du PNUD en Guinée, respectivement.

De plus, je remercie les Assistants de Recherche, notamment le 5 anciens Volontaires des Nations Unies - UNV déployés en tant que mobilisateurs dans le 5 Communes de Conakry et la traductrice.

Je suis reconnaissante au Coordonnateur du PBF qui m'a reçu aussi que à tous les informateurs clés du Gouvernement, les Maries, les chefs de quartiers, les policiers, les autorités religieuses et tous les partenaires de mise en œuvre pour leur collaboration ouverte, leur disponibilité et leur flexibilité aux demandes de rencontre.

Une reconnaissance particulière va également aux femmes et jeunes filles, aux Maison de Jeunes, au Club de Jeunes Filles Leaders de Guinée rencontrées à Conakry.

Liste des Acronymes

AGRs	Activités Génératrices de Revenues
COVID 19	Coronavirus Disease 2019
CPD	Country Program Development
CSOs	Civil Society Organisations
DAC	Development Assistance Committee
DaO	Delivery as One
GYPI	Gender and Youth Promotion Initiative
M&E	Monitoring and Evaluation
MGF/E	Mutilations Génitales Féminines
MICS	Enquête en grappes à indicateurs multiples
ODD	Objectif de Développement Durable
OECD	Organisation for Economic Co-operation and Development's
OND	Objective National de Développement
ONU	Organisation des Nations Unies
PBF	Peace Building Fund
PNDES	Plan National de Développement Economique et Social
PNRJ	Plan National R J
PNUAD	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide de Développement
SNU	Système de Nations Unies
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UNDP	United Nations Development Program
UNICEF	United Nations Children Fund
UNVs	United Nations Volunteers
UNWOMEN	United Nations Women
VBG	Violences Basées sur le Genre

Liste des figures

Figure 1. Carte de la Ville de Conakry

Figure 2: Triangulation des données

Figure 3 : Cover de la Stratégie Nationale de Prevention de Conflits et Renforcement de la Citoyenneté

Liste des images

Image Cover page : Femmes bénéficiaires directes de Ratoma

Image 1. Interview avec femme leader communautaire dans la Commune de Dixinn

Image 2: Femmes bénéficiaires directes de Dixinn lors de la rencontre dans la Mairie

Image 3: Rencontre avec une dame chef de quartier de Dixinn

Image 4: Focus group avec les femmes bénéficiaires directes dans la Mairie de Kaloum

Image 5: Interview avec des Imam d'une mosquée de Conakry

Image 6 : Interviews avec jeunes filles de Matoto

Image 7 : Rencontre avec les femmes bénéficiaires de Matam

Image 8 : Interview avec la chargé Services Sociaux Commune de Ratoma

Image 9: Rencontre avec les Femmes bénéficiaires directes de Matoto

Image 10: Rencontre avec le Club des Jeunes Filles de la Guinée

Image 11: Rencontre avec un officier de la police de Conakry

Image 12 : Visite au Centre de Formation de Couture dans la Commune de Kaloum

Image 13 : Rencontre avec les jeunes vidéo amateurs formés par le projet dans la Mairie de Ratoma

Liste des tableaux

Tableau 1. Autres projets PBF existants en Guinée dans le domaine d'intervention

Tableau 2: Overview of the purpose of the evaluation

Tableau 3: Utilisateurs et Utilisations de l'Evaluation

Tableau 4: Présentation de la Stratégie d'échantillonnage

Tableau 5: Limitations et Stratégies de Mitigation Proposées

Tableau 6: Plan de Travail

Tableau 7: Sommaire des Rôles et Responsabilités par Membre d'Equipe

Tableau 8 : Fréquence des violences électorales entre étude de base et étude finale par commune

Tableau 9 : Budget du projet par résultats

Tableau 10 : Budget de projet PBF en objet par catégorie de cout de l'ONU

Tableau 11. Etat de réalisation budgétaire par catégorie au 21 Septembre 2021

Tableau 12. Projets PBF avec volets complémentaires au projet Femmes Leadeurs Communautaires

Tableau 13 : Forces et faiblesses du projet

Tableau 14 : Recommandations Stratégiques

Tableau 15 : Recommandations Opérationnelles

Contents

EXECUTIVE SUMMARY	Erreur ! Signet non défini.
1. CONTEXTE DE L'EVALUATION.....	13
2. JUSTIFICATION	20
3. BUT DE L'EVALUATION	21
4. OBJECTIVES DE L'EVALUATION.....	23
5. SCOPE DE L'EVALUATION	23
6. CRITERES ET QUESTIONS DE L'EVALUATION	24
7. METHODOLOGIE.....	26
8. DÉROULEMENT DE L'ÉVALUATION.....	34
9. RÉSULTATS ET CONCLUSIONS PRÉLIMINAIRES	36
10. LESSONS APPRISES	67
11. CONCLUSIONS FINALES	70
12. RECOMMANDATIONS.....	75
13. ANNEXES	78

RESUME EXECUTIF

1. Contexte du pays

La Guinée est un pays situé en Afrique de l'Ouest, il a une superficie de 245.860 Km. La Guinée, avec une population de 12.771.246 habitants, est classé à 75^e par population de 196 pays et a une densité de population modérée, 52 personnes par km². Conakry est la ville la plus peuplée de la Guinée, avec environ 2 Million d'habitants. Dans leur mission d'appui au Gouvernement Guinéen, deux agences du Système des Nations Unies à savoir le fonds des Nations Unies pour l'Enfance - UNICEF et le Programme de Nations Unies pour le Développement - UNDP, en étroite collaboration avec le Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes ont mis en place un projet conjoint : « Appui aux femmes et jeunes filles leaders communautaires pour la prévention des éventuels conflits liés aux élections législatives et présidentielles de 2020 » financé par le Fonds de Consolidation de la Paix-PBF.

En prévision des élections législatives et Présidentielles de 2020 le secrétariat PBF de la Guinée a envisagé différents projets pour prévenir des troubles pré et post électoraux. D'une part le multipartisme avait créé des frictions entre les différentes ethnies, de l'autre le référendum sur le 3^e mandat du Président faisaient prévoir des troubles. Le référendum constitutionnel et les législatives ont eu lieu le 22 mars 2020, malgré la pandémie Covid-19. L'élection présidentielle a eu lieu le 18 octobre 2020 afin d'élire le président de la République de Guinée. Le 5 septembre 2021, le Président réélu est destitué par les militaires et le Comité national de réconciliation et de développement dirigé par Mamady Doumbouya prend le pouvoir.

C'est ainsi que sur la base des critères retenues (pertinence, efficacité, durabilité, équité) cette évaluation cherche à rendre compte des résultats atteints par le projet, ainsi que de favoriser l'identification et le partage des bonnes pratiques et des leçons apprises.

2. Objet d'évaluation

Ce rapport présente les principales conclusions et recommandations de l'évaluation finale concernant le projet « Appui aux femmes leaders communautaires pour la prévention des éventuels conflits liés aux élections législatives et présidentielles de 2020 en Guinée-Conakry ». Cette initiative, dont le budget global s'élève à 1,144,900 de dollars US est issue de l'initiative de promotion du genre (GYPI) du PBF, pour une période de mise en œuvre de 18 mois se terminant en juin 2021 avec extension sans coût jusqu'à septembre 2021 et dont l'évaluation poursuit quatre objectifs. Premièrement sur les progrès atteints dans la réalisation des produits escomptés, à la lumière de la théorie du changement, l'évaluation devait faire ressortir les forces et les faiblesses et analyser les facteurs qui ont affecté de façon positive ou négative l'atteinte des résultats, ainsi qu'évaluer les mécanismes de mise en œuvre et la stratégie de partenariat pour réaliser les résultats dans la contribution à la promotion de l'équité et de l'égalité de genre. Également, l'apport du projet dans la réalisation des missions et stratégies de l'UNICEF et du UNDP sera aussi évalué.

3. But et objectifs de l'évaluation

Cette évaluation a deux objectifs principaux. D'abord, rendre compte des résultats atteints par le projet maintenant qu'il est terminé. Deuxièmement, promouvoir un apprentissage stratégiquement et opérationnellement pertinent sur la façon de renforcer les programmes de consolidation de la paix à travers les femmes et les jeunes filles en Guinée, parmi le personnel de l'UNICEF et du UNDP, ainsi que d'autres partenaires dans le pays (les Mairies, les autorités religieuses et la police) et, enfin, les membres des communautés desservies par ce projet. Afin de remplir les finalités envisagées, cette évaluation a poursuivi plusieurs objectifs, parmi lesquels : (i) la détermination de la

pertinence, de l'efficacité, de l'efficience, de la durabilité du projet et, si possible, de son impact ; (ii) l'identification des défis et des leçons apprises sur ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné dans le projet, y compris les résultats inattendus (positifs et négatifs) ; (iii) la formulation de recommandations pour des améliorations programmatiques ; et (iv) l'analyse de l'intégration de l'équité et du genre dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de son projet.

4. Portée de l'évaluation

L'évaluation a couvert toutes les activités du projet dans les cinq (5) Commune de Conakry en Guinée de décembre 2019 à Septembre 2021.

5. Critères d'évaluation et questions

L'évaluation a été guidée par six (6) critères : 5 critères de l'OCDE (pertinence, efficacité, efficience, cohérence et durabilité) et un critère supplémentaire lié au genre, d'équité et de droits humains et a abordé un nombre total de 23 questions.

6. Méthodologie d'évaluation

Cette évaluation a utilisé une combinaison de méthodes impliquant à la fois la collecte et l'analyse de données qualitatives et quantitatives. Il a utilisé l'approche d'enquête appréciative pour identifier les changements sociaux. Le but de l'utilisation de plusieurs méthodes mixtes était de trianguler les données de différentes sources pour formuler les résultats et fournir les réponses les plus pertinentes et les plus crédibles aux questions d'évaluation.

7. Principales conclusions de l'évaluation (par critère)

Pertinence.

Le projet était aligné sur les priorités nationales, à savoir le PNDES (Plan National de Développement Economique et Social 2016-2020), notamment le pilier 1 « promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable » considérant la participation des femmes et jeunes filles comme cruciale pour la paix et le développement du pays. Il était également aligné sur les Objectifs de Développement Durable - ODD 5 et 16 et le programme de coopération entre l'UNICEF, UNDP et le Gouvernement de la Guinée pour informer et sensibiliser les femmes et jeunes filles à l'engagement dans le processus électoral et éviter l'exploitation des jeunes par les partis politiques. L'approche et la mise en œuvre du projet ont pris en compte les besoins des bénéficiaires attendus. La stratégie pour la prévention des violences avant, pendant et après les élections, était en cohérence et bien pensée. La capillarité (porte à porte, causeries éducatives dans les quartiers, etc.), utilisation des UNV communautaires, participation des forces de police, des chefs de quartier et la tentative d'inclure les autorités religieuses et les candidats aux élections ont été un succès.

Le volet Violences Basées sur le Genre (VBG) visé par ce projet étaient liées aux élections et aux protestes puisqu'il s'était avéré que ces espaces de manifestation ont été marquées dans le passé par les VBG, y compris les violences sexuelles. Toutefois, ce projet, en absence des cas similaires, s'est concentré sur le VBG en générale (en milieu familial, ou dans les espaces publiques non sécurisés). D'ici qu'une cartographie des lieux non-sécurisés pour les femmes et les filles dans l'espace public à Conakry a été mené. La cartographie des zones non sécurisant de Conakry a été importante et constitue un effort important pour identifier les risques de VBG dans l'espace public et mérite d'être adressé dans des projets futurs.

Certains des besoins et préoccupations en termes de consolidation de la pays, identifiés par la population cible, ont pas tous été adressés par le projet. Par la suite de ce projet, les différents types de violences avant, pendant et

après les élections se sont réduits, toutefois, les frustrations des jeunes du au chômage, l'inconfort de la population de certains quartiers pour le manque d'eau et d'électricité, le manque d'espace et d'hygiène pour une vie salubre, les violences entre voisins et le VBG (domestique et dans l'espace public) demeurent des préoccupations majeures et représentent une menace pour la paix à Conakry. A noter que la période de transition amènera encore à des nouvelles élections auxquelles il faudra se préparer pour prévenir les violences.

Les innovations de ce projet ont été principalement l'utilisation des UNV communautaires pour la mobilisation et les groupements informelles des femmes qui ont garantis l'ancrage communautaire. Cette stratégie a été pertinente puisque a impliqué des UNVs et des femmes qui vivent dans la communauté et au sein des familles. La femme est mère, sœur, épouse et elle est incontournable pour arriver aux jeunes et aux hommes, souvent les plus impliqués dans des actes de violence lors des élections ou des manifestations.

Efficacité.

Le projet a permis d'atteindre un des principaux résultats, à savoir la réduction des violences, y compris les VBG en milieu communautaire tel que présenté dans l'étude fin du projet à travers les indicateurs mesurés. Grâce au nombre de personnes (F/H) touchées par les activités de sensibilisation avant, pendant et après les élections on a pu constater moins de violences parmi les jeunes dû à cette intervention et donc un changement de comportement du aux sensibilisations.

Un autre des résultats majeurs est relatif au rôle des femmes et filles dans la consolidation de la paix. Si auparavant les femmes se retiraient à la maison pendant les élections, cette fois ci elles ont pu non pas seulement continuer de travailler mais se sentir protagonistes de la paix. Un nombre majeur de femmes et jeunes filles ont accru leur connaissances et compétences en matière de prévention et résolution des conflits, mais aussi sur le VBG et leurs droits de femmes. Cela a permis une majeure capacité des femmes et jeunes filles de prendre la parole en public et s'intéresser aux cas de VBG dans la communauté. Par conséquent les hommes font plus attention aux violences familiales en sachant que les femmes peuvent parler et faire valoir leurs droits.

En termes de résultats, les activités menées dans le cadre du projet ont contribué à changer la perception de beaucoup de personnes au sein des communautés et améliorer leurs connaissances sur les stratégies de gestion des conflits qu'ils soient d'origine électorale ou d'autres. La comparaison des résultats clés de l'étude de base avec ceux issus de l'étude finale montre qu'il y a eu une amélioration dans la plupart des cas au niveau des indicateurs clés, comme le montre l'Etude finale.

Parmi les facteurs internes qui ont empêché ou retardé l'atteinte des objectifs il faut noter que le projet a démarré pendant la pandémie mondiale de la Covid-19. Le confinement du au COVID 19 a affecté la mise en œuvre et UNICEF et UNDP ont adapté leur plan de travail à la situation contingente. Ceci a donc impacté le démarrage effectif des activités ; toutefois, des stratégies d'adaptation pour répondre à ces défis, notamment le travail à distance et le rôle clé de volontaires dans leurs communes ont été mises en place.

En termes de renforcement des capacités des bénéficiaires, il faut mentionner que le rôle de développement des curricula de formation prévu pour ONU Femmes a été retardé étant donné que cette agence ne se trouve pas sur place. Par conséquent, le PNUD a comblé ce vide à travers des consultants, lesquels ont produit des modules qui n'étaient pas suffisamment développés, ni validés par le Comité Technique avant son utilisation. Des curricula d'autres Pays de la Sous-Région sont disponibles et auraient pu être adaptés.

Dans l'ensemble, le niveau d'implication et d'inclusion des autorités a été positif, notamment des autorités au niveau locale, y compris la Police, les leaders communautaires et les chefs de quartier. Toutefois, la collaboration potentielle avec les autorités religieuses n'a pas été bien pensée ni exploitée, pourtant ils sont en contact avec la communauté à travers les mosquées, les églises, et les œuvres comme les écoles et centres de santé. De plus, les groupements des femmes sont liés à la solidarité et au secours des plus faibles, et donc potentiellement en contact avec beaucoup de monde qui pourrait être sensibilisé. Cette collaboration avec les leaders religieux a été laissée sous la responsabilité des femmes bénéficiaires dans les quartiers, alors qu'une approche formelle avec les Chefs religieux aurait pu aider à mieux faire comprendre la portée du projet. En ce qui concerne la mise en œuvre, une majeure participation des Ministères concernés dans des activités tels que la formation, aurait pu améliorer la qualité des modules.

En ce qui concerne le suivi-évaluation – S&E, il aurait été important d'assurer une meilleure acquisition de compétences spécifiques de l'équipe dans ce domaine. Il n'y avait pas un plan de suivi-évaluation et la coordination de ce volet était confié à un VNU qui n'avait pas l'expertise nécessaire. Par rapport aux outils de collecte de données, ceux-ci ont été conçus pour à mesure des activités, ce qui a rendu difficile la réalisation des formations appropriées, notamment pour les personnes responsables des groupements de femmes qui avaient un rôle à jour dans cette collecte. Les autres participants comme les policiers, les chefs de quartiers ou les autorités religieuses n'ont pas été outillé avec des fiches pour la collecte de données après les sensibilisations, ce qui fait que les bénéficiaires indirectes donc apparaissent sous estimées.

Efficience. Malgré les résultats et avancés connus par le projet, il aurait fallu des ressources financières bien plus considérables par rapport à l'envergure de la problématique, les domaines d'intervention, et l'étendue géographique du projet. En termes de ressources humaines, le nombre de VNU déployés sur le terrain n'était pas suffisant par rapport au nombre des bénéficiaires, ayant ainsi un impact sur le suivi-évaluation. Pour permettre aux volontaires de bien jouer leur rôle, il aurait fallu que la planification prévoit les besoins de mobilisation, transport et communication dès le début ; toutefois, cela été corrigé durant la mise en œuvre, permettant ainsi que VNU de se déplacer pour les activités de suivi. D'ailleurs, il aurait fallu d'investir davantage des ressources pour le volet en suivi-évaluation.

Parmi les facteurs qui ont favorisé l'efficienc du projet il y a sans doute des objectives réalistiques et focalisés, donc capable de donner un impact majeur et tangible. La capillarité des actions planifiées dans les quartiers et avec laquelle les citoyens ont été touchés avec leurs familles est un résultat important dû au déploiement sur le terrain des VNU et donc des femmes bénéficiaires des organisations non formelles. La collaboration des Mairies avec le réseau social et les chefs des quartiers a été un soutien important, ainsi que la participation des forces de police. Parmi les facteurs qui ont empêché ou favorisé l'efficienc du projet les moyens mis à la disposition des VNU communautaires, notamment le manque frais de communication et de déplacement dans un premier temps, ainsi que la qualité des formations et les lacunes dans thématiques choisies.

Concernant la mise en œuvre directe, privilégiée par ce projet, il faut noter que les mêmes résultats n'auraient pas pu être atteints par d'autres alternatives moins couteuses, étant donné le risque d'instrumentalisation, aussi puisque les fonds étaient déjà limités.

Cohérence. L'approche à l'autonomisation des femmes et jeunes filles s'est focalisée sur des formations pour le maintien de la paix et de prévention des VBG. La formation en VBG et le leadership est un moyen d'autonomisation permettant aux femmes d'affronter des situations de violence, y compris les VBG. Toutefois, cette approche devrait être accompagnée par l'autonomisation économique et elle est considérée plus important pour les femmes bénéficiaires.

Des projets PBF coexistaient dans la zone du projet tels que celui intitulé « Projet d'appui à la participation des jeunes hommes et jeunes femmes à la gouvernance dans les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée », ainsi que celui de « Réduction de l'instrumentalisation et des violences politico sociales des jeunes taxi motards en période électorale » (GYPI 2019). En théorie il y aurait eu possibilité de collaboration, surtout sur le volet jeunes et jeunes filles, mais finalement aucune femme leader communautaire, ni UNV, ni Mairies, ni Agences UN ni Ministères interrogés les a mentionnés pendant les entretiens. La plupart ne connaissaient même pas leur existence. On peut donc conclure qu'il n'y a eu aucune collaboration.

Durabilité.

L'appropriation nationale du projet a été favorisée par l'engagement des ministères de tutelle (Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance) et de l'ensemble des membres du Comité de Pilotage (incluant, Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi de Jeunes; Ministère de la Citoyenneté et de l'Unité Nationale ; Ministère de l'Administration du Territoire et la Décentralisation) même si pas tous les Ministères ont participé assidument, dans tous les processus de planification et de prise de décision.

Les bénéficiaires directes se sont appropriés des acquis à travers le protagonisme et la prise de conscience d'une coté, en demandant d'être mises en réseau ; de l'autre pour continuer avec des activités d'autonomisation des femmes. Toutefois, comme remarqué avant, cela demandait une gestion des attentes plus prudente. Les autorités locales ont participé et les Mairies, à travers les services sociaux se sont appropriés du projet en donnant leur appui, facilitant l'espace pour les réunions, ainsi que favorisant la mise en réseau des Femmes Leaders Communautaires. C'est ainsi qu'un grand nombre des préconditions ont été créés pour la durabilité. Il est à signaler que UNICEF et le PNUD ont tenu compte des besoins des femmes et jeunes filles pendant la planification et pendant la mise en œuvre. Toutefois, certains besoins des femmes liées à leur autonomisation économique n'ont pas pu être complètement comblés avec ce projet, caractérisé par son effet catalytique et de réponse à l'urgence d'une durée de 18 mois.

Par rapport à la formation de jeunes vidéo-amateurs : les formations étaient une condition de renforcement de capacités qui aurait été plus profitable si on avait laissé avec les jeunes le matériel pour la réalisation des vidéos, comme téléphones mobile, ordinateur, etc. Ces jeunes auraient pu continuer à faire circuler dans les media des vidéos sur la paix ou de prévention du VBG. Malheureusement le matériel disponible était en nombre insuffisant pour bénéficier à l'ensemble des jeunes et a été mis à la disposition du Ministère de la jeunesse pour distribution.

Droits Humains, Genre et Équité.

Les principes de genre, de droits humains et d'équité ont été dûment intégrés dans la conception et la mise en œuvre du projet. Une analyse approfondie de la situation a permis d'identifier les principales considérations spécifiques liées au genre, aux droits humains et à l'équité. Celles-ci ont été prises en compte lors de la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi du projet.

L'accent mis sur ces questions montrent l'attention particulière donné à cela de la part des Nations Unies, surtout l'intégration du genre dans la prévention, la gestion des conflits, les processus de pacification et également dans les interventions du PBF. L'équité joue un rôle fondamental dans tous les aspects du maintien de la paix. Si l'équité a été cherché pendant la réalisation des activités, pas toutes les considérations avaient été faites. En effet, il est à noter que la distribution ethnique des VNU dans les Communes aurait pu être plus équitable afin de ne pas avoir une majorité ethnique dans l'équipe, ce qui n'a pas été visionnaire.

8. Leçons apprises.

Les leçons apprises sont des éléments de connaissance qui peuvent être appliqués à une ou plusieurs actions futures, dans des contextes similaires ou abordant des thèmes similaires. Parmi les enseignements tirés de la mise en œuvre, peu étaient liés à des problèmes programmatiques :

a) Collecte des données et Support Supervision. Lesson 1. Donner plus de relevance à la composante S&E à partir de l'élaboration du budget du projet. Une équipe de suivi devrait être formée par UNICEF et UNDP pour faire le suivi sur le terrain.

b) Développement des Modules. Lesson 2. Donner plus de relevance et temps au développement des curricula de formation par des experts avec la participation des Ministères concerné pour une meilleure appropriation et durabilité. Par exemple, faire appel à une agence spécialisé comme l'ONU Femmes aurait pu être une bonne option.

c) Rôle des organisations non formelles des femmes. La sélection des organisations non formelles des femmes, celle qui ne sont pas enregistrées formellement, a été une innovation qui a garanti l'implication des femmes qui autrement n'auraient pas joué un rôle pour la paix dans la communauté et a garanti un sincère engagement par les femmes et jeunes filles

d) Implication des UNV communautaires. Pour la première fois on a utilisé un si grand nombre de UNV communautaires en Guinée mais pas seulement. Cela a garanti la liaison entre les Agences UN et la communauté d'une part ainsi que la capillarité des actions dans les quartiers

e) Utilisation créative de media. Lesson 3. L'approche innovante centrée sur l'autonomisation et la participation des femmes et filles, choisi par le projet s'est avérée une réussite et donc à répliquer

f) Communication et marketing. Lesson 4. Un plan de communication aurait pu être pensé au début du projet et mieux budgétisé. Des tentes et des chaises avec des message clé auraient pu être réalisés par UNICEF/UNDP, selon les femmes leaders communautaires.

g) Autonomisation des femmes leaders communautaires. Lesson 5. La gestion des attentes est importante car des fausses promesses peuvent éloigner les femmes et le rendre moins disponible à la collaboration dans l'avenir en créant un sentiment de non-confiance envers les Agences UN dans la communauté. Il est plus souhaitable qu'elles s'organisent entre elles et avoir un registre au niveau de la Maire des associations informelles que demander aux Maries de formaliser une association qui, en fin de compte, ne sera plus indépendante et ira laisser beaucoup des femmes non incluses, créant des frustrations.

9. Recommandations

Recommandations stratégiques (RS) (par entité responsable)

➤ PBF Secretariat

RS 1. Faire un effort majeur pour créer des synergies et mettre en réseau tous les projets PBF en Guinée

RS 2. Créer une banque des données avec Curricula de formation développés dans les Pays de la Sous-Région.

RS 3. Se préparer pour les prochaines Elections (après transition) et renforcer l'inclusion des femmes dans le projet à venir.

➤ UNICEF

RS 3. Renforcer la coordination avec les autres Agences partenaires du projet en tant que Lead et mieux définir les tâches

RS 4. Pendant que le Ministère de l'Action sociale est Ministère de référence, valoriser les plans stratégiques des Ministères afférant au Comité de Pilotage pour la formation des jeunes, la collaboration avec les mairies, et les modules de formation.

RS 5. Elargir la sphère d'action du programme : toucher les écoles ; inclure les centres d'écoute des jeunes existants ; créer plus de synergies entre groupes femmes et jeunes (inclus garçons) ; Outiller les femmes leaders communautaires pour de la prise en charge directe des cas de GBV dans la communauté ; vérifier la faisabilité de

cours de rattrapage et alphabétisation pour les jeunes filles et de formations en entrepreneuriat pour les femmes ; donner des tâches programmatiques au Club des Jeunes Filles.

RS 6. Accorder une attention majeure à l'équité surtout éthique et religieuse avec un dialogue plus institutionnel avec les parties prenantes.

➤ PNUD

RS 7. Accorder plus d'attention à la planification des formations plus détaillées des femmes sur leadership, démocratie, liberté, droits humains avec de vrais curricula développés soit par soi-même ou UNWOMEN mais avec la participation des ministères concernés. La liaison avec le Ministère de tutelle devrait être renforcée

RS 8. Lorsque on parle d'autonomisation économique des femmes il pourrait être plus profitable de se focaliser sur le Développement du Capital Humain avec des cours de formation professionnelle et en gestion d'entreprise

RS 9. La formation de partis politiques, leaders locaux, chef de quartiers, police, etc., devrait être mieux structurée et spécifique, sans la fusionner avec d'autres formations

RS 10. Soutenir les Mairies à créer un Registre communale des organisations Informelles femmes sans trop de suprastructures et laisser le choix aux femmes elles-mêmes de s'organiser pour éviter des faux attentes ou déception et donc perte de confiance envers les Agences ONU

Recommandations opérationnelles (RS) (par entité responsable)

➤ PBF Secrétariat

RO 2. Revoir le concept d'indicateurs d'impact s'ils ne sont pas mesurables, par exemples à travers d'indicateurs de progrès. Eliminer l'étude finale comme mesure de perception. Les perceptions ne se mesurent pas par définition. En plus le délai de 12 mois entre étude de base et étude finale est trop court et les groupes étudiés seront différents

➤ UNICEF

RO 3. La composante S&E a besoin d'une meilleure programmation et acquisition de compétences spécifiques. Donner plus de relevance à la composante M&E à partir de l'élaboration du budget du projet. Une équipe de suivi devrait être formée par UNICEF et le PNUD pour faire le suivi sur le terrain. Elaborer un plan de suivi et des outils de collecte de données adaptés à la mise en œuvre. Recruter un UNV expert en M&E et ne pas confier à un VNU communautaire.

RO 4. Faire une planification plus réaliste et donc un budget plus réaliste avec toutes les catégories prévues, y compris le transport et les frais de communication pour les agents de terrain. Prévoir un budget plus élevé qui tient compte du M&E et aussi d'un budget plus approprié pour la communication et pour l'autonomisation des femmes.

RO 5. Prévoir des équipements et matériels qui puissent rester avec les femmes leaders communautaires, les jeunes filles et les jeunes pour garantir la continuité des activités de sensibilisation d'une manière autonome et créative même après la fin du projet

➤ PNUD

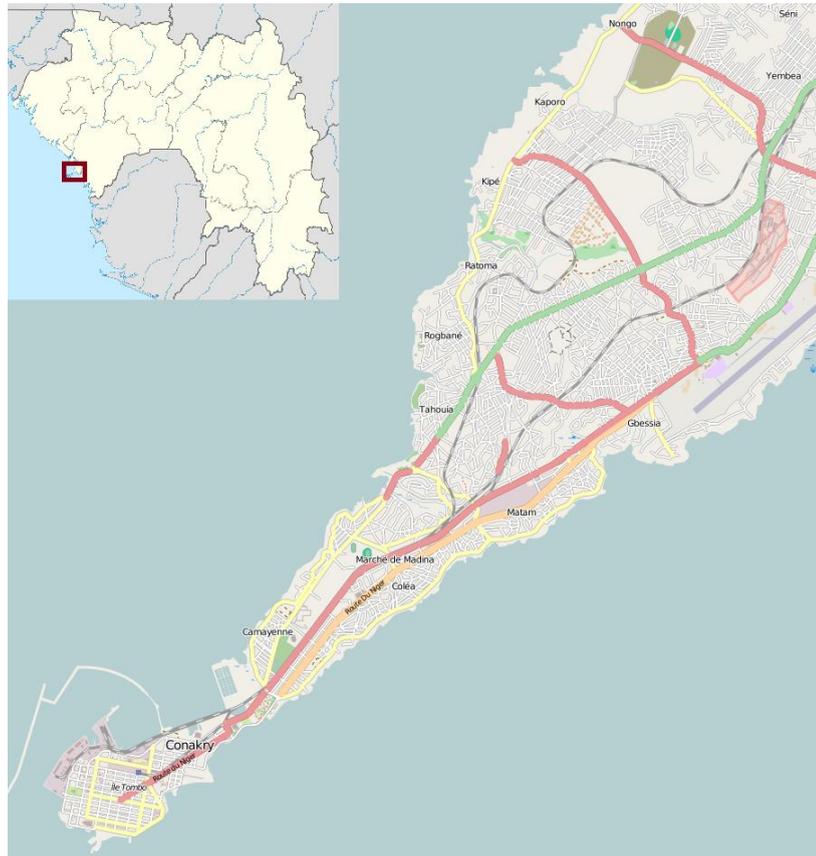
RO 6. Améliorer la Coordination avec les autres Agences et avec les Ministères de tutelle. Prévoir le personnel nécessaire à temps. Régulariser la situation avec ONU Femmes et mieux expliquer les blocages qui ont amené à la non-signature du contrat prévu pour la formation n'a pas été signé.

1. CONTEXTE DE L'ÉVALUATION

La **Guinée** est un pays situé en Afrique de l'Ouest, il a une superficie de 245.860 Km². La Guinée, avec une population de 12.771.246 habitants, est classé à 75^e par population de 196 pays et a une densité de population modérée, 52 personnes par km².¹

Conakry est la ville la plus peuplée, avec environ 2 Million people.

Figure 1. Carte de la Ville de Conakry



Le projet « Appui aux femmes leaders communautaires pour la prévention des éventuels conflits liés aux élections législatives et présidentielles de 2020 » s'est déroulé sur les 5 communes de Conakry, sous le Financement du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) durant les périodes de consultations électorales (avant, pendant et après les élections) de Septembre 2019 à Septembre 2021. Le projet se situe dans le cadre GYPI du PBF et a été mis en œuvre par UNICEF et UNDP. Le secrétariat du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF) Promotion du Genre et la Jeunesse (GYPI) est l'expression de l'engagement du Fonds en faveur d'une consolidation de la paix inclusive. Il soutient l'autonomisation des femmes et la promotion de l'égalité des sexes et reconnaît le rôle important et positif que jouent les jeunes et les femmes dans la consolidation de la paix.

¹ <https://fr.countryeconomy.com/pays/guinee>

Le PNDES (**Plan National de Développement Economique et Social 2016-2020**)² de la Guinée repose ses stratégies sur quatre piliers :

- Pilier 1 : promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable ;
- Pilier 2 : transformation économique durable et inclusive,
- Pilier 3 : développement inclusif du capital humain ; et
- Pilier 4 : gestion durable du capital naturel.

À travers le premier pilier, promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable, le PNDES vise comme objectif stratégique (OND1), à lever les facteurs de fragilité politique et sociale de la Guinée tout en promouvant la bonne gouvernance dans ses dimensions administratives, locales, économiques et environnementales. Il s'agit pour le PNDES de contribuer principalement aux finalités suivantes de la Vision Guinée 2040 : (i) « une nation forte, paisible, unie et prospère, s'appuyant sur des valeurs de justice et de solidarité » et (ii) « une démocratie renforcée ».

Dans le Résultat stratégique 1, l'état de droit, la démocratie, la sécurité et la cohésion sociale sont consolidés. Ce résultat traduit les changements à opérer par la Guinée d'ici à 2020 pour réduire les facteurs de fragilité du pays tout en le rendant plus résilient. Ces changements étaient attendus en termes d'amélioration de la qualité du fonctionnement des institutions de la République, **de renforcement de la justice et des droits humains**, de regain de la confiance, de participation des populations et des acteurs politiques aux processus électoraux, de **représentativité accrue des femmes et des jeunes dans les instances de décisions**.

Le pilier 1 se décompose sur 4 Effets. Pour l'atteinte de ces résultats/effets, les actions à mener sont celles inscrites dans le plan d'actions prioritaires (2015-2019) de la PNRJ, qui est l'instrument à la fois : (a) de programmation pluriannuelle, et (b) de mise en synergie des appuis et interventions multiples des partenaires techniques et financiers.

Effet 1. L'État de droit et l'égal accès de tous à la justice et à l'information sont assurés. De façon spécifique, les actions prioritaires de l'Effet 1 portent sur le renforcement du ministère de la justice et mais aussi à *l'amélioration de la justice faite aux femmes et aux personnes vulnérables ; la sensibilisation de la population guinéenne à ses droits et devoirs ; le renforcement des capacités du pays en matière de communication et d'information ; et la consolidation de la liberté d'expression.*

Effet 2. L'ancrage démocratique de la Guinée est consolidé. Les choix du PNDES en la matière sont la promotion d'un cadre de dialogue politique permanent, constructif, inclusif et résilient et la fiabilisation et la qualification du processus électoral mais aussi le *renforcement des capacités et de l'indépendance des organisations de la société civile par le renforcement des capacités humaines des partis politiques en matière de dialogue politique et de prévention des conflits politiques et la promotion de la participation active des femmes et des jeunes à la vie politique.*

Effet 3. La défense, la sécurité et la protection civile sont renforcées. Les actions prioritaires concernent le renforcement des capacités institutionnelles, logistiques et humaines des forces de défense et de sécurité mais aussi *la restauration de la confiance entre la population et les forces de défense et de sécurité et le renforcement de la protection civile dans les grands centres urbains.*

Effet 4. L'unité nationale, l'identité culturelle et la cohésion sociale sont préservées. Les actions prioritaires portent sur *la consolidation de la réconciliation et de la solidarité nationales ; la promotion de l'identité culturelle*

et le brassage communautaire et ethnique ; le renforcement des capacités des organisations de la société civile en matière de médiation et de prévention des conflits sociaux.

² PNDES 2016-2020. Ministère du Plan. Guinée.

Dans ce cadre a été élaboré le Programme de Coopération des Nations Unies- Gouvernement de la Guinée. En réponse aux priorités définies dans le PNDES, le Système des Nations Unies en étroite collaboration avec le Gouvernement, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile et le secteur privé a élaboré le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement 2018-2022 (PNUAD). L'élaboration du PNUAD qui s'inscrit dans le cadre de la réforme du SNU « Delivering as One » (DaO).³ Les agences du SNU travaillent en étroite collaboration avec le Gouvernement dans la mise en œuvre des programmes et projets du PNUAD. Sur la base d'une stratégie commune de mobilisation de ressources, le SNU renforcera les partenariats existants particulièrement avec les principaux partenaires bilatéraux, les organismes multilatéraux, les organisations de la société civile et le secteur privé.

Le Programme de coopération entre le gouvernement de la Guinée et l'UNICEF, 2018-2022, a été mis au point dans le contexte du relèvement post-Ebola. Le volet Genre et GBV font partie du CPD courant.⁴ La violence à l'égard des enfants et des femmes demeure répandue en Guinée. D'après l'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) de 2016, 89 % des enfants ont été victimes de la violence.

Quant à la violence basée sur le genre, elle est une source de préoccupation majeure ; 96,8 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi une MGF/E. De plus, 54,6 % des femmes sont mariées avant l'âge de 18 ans et 21 % avant 15 ans. Le rapport du gouvernement sur la violence basée sur le genre (2015)⁵ montre que 29,3 % des femmes sont victimes de la violence sexuelle et 55,7 % de la violence physique. Les actes de violence ne sont pas toujours signalés ; les victimes se contentent généralement d'arrangements conclus dans le cadre des structures communautaires. La culture de l'impunité est également renforcée par un système juridique qui est souvent incapable d'appliquer rigoureusement les lois en vigueur. Les services et les professionnels qualifiés pour fournir un ensemble intégré de soins et de traitements médicaux et psychosociaux sont insuffisants en Guinée. En plus il n'y a pas de données fiables sur le GBV en Guinée.

D'autre part le Plan Stratégique Globale 2018-2021 de l'Unicef montre parmi ses priorités le genre décrit comme Egalité entre les Sexes.⁶ Il ne peut y avoir de développement durable et de sociétés fortes en l'absence de filles et de femmes en bonne santé, instruites et autonomes. Des données solides montrent que le bien-être de l'enfant dépend principalement de la survie, de la protection et des possibilités des femmes. Sur la base du Plan d'action pour l'égalité des sexes 2018-2021 et des efforts systémiques de promotion de l'égalité des sexes, le Plan stratégique intègre la question de l'égalité homme-femme dans chacun de ses cinq groupes d'objectifs. L'UNICEF donc met en lumière les rôles et les pratiques favorisant la discrimination entre les sexes par :

- Une analyse systématique des disparités entre les sexes lors de la conception et mise en œuvre de programmes ;
- Surmonter les obstacles à l'autonomisation des adolescentes, en particulier ;
- L'association des hommes et des garçons à l'évolution des normes sociales afin de s'attaquer aux causes profondes de la discrimination liée au genre ;
- La parité des sexes dans les effectifs et les activités de renforcement des capacités.

En 2015, la CEDEAO⁷ et l'Union Africaine ont adopté respectivement l'Acte Additionnel sur l'Egalité entre les sexes et l'Agenda 2063 visant à générer une Afrique débarrassée de toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe, ainsi que la Communauté Internationale, les Objectifs pour le Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030.⁸

En 2017 le Gouvernement Guinéen, avec l'appui du UNDP, a initié à travers le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance, la révision et l'alignement de la Politique Nationale Genre sur les priorités mondiales afin qu'elle serve de cadre d'actions pour l'élimination des disparités sociales, économiques, culturelles, juridiques et politiques dans le pays.⁹

³ Plan Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. PNUAD Guinée 2018-2022

⁴ UNICEF Guinée. CPD 2018-2021

⁵ République de Guinée, Analyse socio-anthropologique des déterminants de la perpétuation des MGF/E en Guinée, août 2015.

⁶ Plan Stratégique UNICEF, 2018-21

⁷ CEDEAO/UA 2015. Acte Additionnel Egalité entre les Sexes

Dans leur mission d'appui au Gouvernement Guinéen, deux agences du Système des Nations Unies à savoir le fonds des Nations Unies pour l'Enfance - UNICEF et le Programme de Nations Unies pour le Développement - PNUD, en étroite collaboration avec le Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes ont mis en place un projet conjoint : « Appui aux femmes et jeunes filles leaders communautaires pour la prévention des éventuels conflits liés aux élections législatives et présidentielles de 2020 » financé par le Fonds de Consolidation de la Paix-PBF.

D'autres projets financés par le Fonds PBF ont eu lieu en Guinée depuis 2019 et en même temps avec ceci, créant parfois des synergies.

Tableau 1. Autres projets PBF existants en Guinée dans le domaine d'intervention

Nom du projet	Durée	Bailleur et Budget	Agences de mise en œuvre	Axe Thématiques	Commentaires
Reduction de l'instrumentalisation et des violences politico sociales des jeunes taxi motards en période électorale (GYPI 2019)	2019-	PBF 1,250,000 USD	FNUAP PNUD	Prevention/Gestion des conflits (jeunes)	Conflits au sein des Jeunes (collaboration)
Renforcement des initiatives locales des jeunes pour la consolidation de la paix en Guinée	Clôturé	PBF		Prevention/Gestion des conflits (jeunes)	Conflits au sein des Jeunes
Participation de jeunes hommes et femmes à la gouvernance dans 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée	Clôturé	PBF 1,442,360 USD	FNUAP UNESCO UNICEF	Prevention/Gestion des conflits (jeunes)	Communes Matoto et Ratoma, Conakry (Zones de convergence)
Appui au dialogue et participation inclusive	Clôturé	PBF 846,000 USD		Prevention/Gestion des conflits	Mise en place d'un groupe des médiateurs internes

Pendant la réalisation du projet « Appui aux femmes et jeunes filles leaders communautaires pour la prévention des éventuels conflits liés aux élections législatives et présidentielles de

2020 » une étude de base avait été conduit en 2020¹⁰ et une étude finale en 2021 prévus par le projet et fait par des consultants nationaux.¹¹

Les résultats de cette étude finale montrent que des cas de violences électorales ont été bel et bien constatés au cours du dernier processus électoral dans la ville de Conakry. En effet, **74,7%** des enquêtés ont rapporté avoir vécu au moins un cas de violences électorales au cours du dit processus. Dans notre contexte, la violence électorale se manifestait par actes agressifs tels que : **des jets de pierres, des pillages de bien publics et privés, des pertes en vie humaines, des violents affrontements entre force de l'ordre et manifestants, des injures publiques, des barricades de route, des bagarres communautaires, des saccages de bureau de vote et autres.**

En plus de la description des manifestations des violences électorales cette étude finale à chercher les auteurs de ces actes de violence. Il est apparu alors ce sont surtout **les leaders politiques, les dirigeants (le gouvernement), les militants des partis politiques, les forces de l'ordre et de sécurité, les jeunes brigands et autres** ; qui sont les principaux auteurs des violences électorales dans la ville de Conakry.

Comparée avec la situation de base, il est apparu dans cette étude finale que la fréquence des violences a connu une baisse plus ou moins significative en passant de 88,9% à 74,7% soit un recul de -14,8%.

⁸ SDGs. Agenda 2030. United Nations 2015

⁹ Ministère de l'Action Sociale, Promotion Féminine et Enfance. POLITIQUE NATIONALE GENRE REVISEE. Guinée, Mai 2017

¹⁰ Etude de base du projet. UNICEF, Aout 2020

¹¹ Etude Finale du projet. UNICEF, Juillet 2021

Indépendantes de toutes dimensions temporelles, les enquêtes des études mentionnées ci-dessus, ont rapporté l'existence de plusieurs formes de VBG qui miment la vie des milliers de personnes au sein des communautés. Les VBG les plus fréquentes se présentent sous forme de : Les violences conjugales, les bastonnades des femmes/filles/enfants, les injures des femmes/filles/gens faibles, les abus sexuels, les violences économiques, les moqueries aux handicapés, le refus des postes de responsabilité aux femmes et autres.

Comme prévu à la fin du projet une évaluation sommative, dans le cadre d'évaluation OECD/DAC,¹² a été commissionnée par l'UNICEF, comme chef de file du projet, avec le but de définir deux principes directeurs : la redevabilité et l'apprentissage.

2. JUSTIFICATION

Le projet « Appui aux femmes et jeunes filles leaders communautaires pour la prévention des éventuels conflits liés aux élections législatives et présidentielles de 2020 », selon l'étude finale, a comblé un déficit dans les interventions de prévention des conflits et de consolidation de la paix en Guinée à travers le renforcement des systèmes communautaires existants dans ce domaine, notamment la participation des femmes et jeunes filles leaders en milieu communautaire.

Le projet a mis en exergue le rôle prépondérant que les femmes leaders communautaire (souvent oubliées) pourraient jouer dans ce processus de consolidation de la paix au sein de leurs familles et communautés.

Le cadre logique/chaîne de résultats et une carte des sites d'intervention sont dans les ANNEXES.

Une fiche technique contenant le titre du projet/programme/stratégie, pays, source(s) de financement/donateur(s), budget, durée, objectif global, composantes, bénéficiaires, partenaires est dans le tableau au ci-dessous.

Tableau 2: Overview of the purpose of the evaluation

Projet	Appui aux femmes leaders communautaires pour la prévention des éventuels conflits liés aux élections législatives et présidentielles de 2020 en Guinée-Conakry.
Pays	Guinée
Sources des fonds / bailleur	UN-PBF
Total Budget	USD 1,144,900
Duration	09/2019 - 09/2021 y inclus des extension de quatre mois
Objective générale	Redevabilité et leçons apprises du projet

Composantes (axis, effets, Résultats, etc.)	Prevention/Gestion de Conflits à travers l'engagement des femmes et jeunes filles	
Bénéficiaires attendus	Bénéficiaires Directes	800 Femmes et Jeunes Filles
	Bénéficiaires Indirectes	Femmes, hommes, jeunes
Partenaires (institutionnels, implémentant)	UNICEF, UNDP, UNV ; Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance	

3. BUT DE L'ÉVALUATION

Selon la théorie de changement ANNEXE 4, le projet a visé quatre objectifs majeurs :

- 1) Le renforcement du système communautaire de prévention des conflits ;
- 2) L'identification, l'accompagnement des femmes leaders communautaires et la mise en réseau des organisations féminines non formelles afin qu'elles puissent jouer leur rôle dans la prévention des conflits ;
- 3) Promouvoir les dialogues intergénérationnels et un échange permanent entre les jeunes filles et garçons et les adultes (femmes et hommes) ;
- 4) Outiller les femmes leaders communautaires afin qu'elles puissent contribuer à la mitigation des risques de violences au sein des familles et des quartiers à travers le dialogue avec les jeunes.

L'évaluation de fin de projet est une évaluation sommative qui tiens en compte durée, budget, parties prenantes, composantes, groupes cibles et résultats attendus. Le tableau ci-dessous va résumer les principaux utilisateurs de l'évaluation et les utilisations prévues. Ce tableau répond aux questions « Qui utilisera cette évaluation ? » et « Dans quel but ? »

Tableau 3 : Utilisateurs et Utilisations de l'Évaluation

Utilisateurs de l'Évaluation	Utilisation de l'Évaluation
Section Genre UNICEF Country Office	<ul style="list-style-type: none"> • Revoir la théorie du changement et affiner les stratégies d'intervention • Étendre la section sur le volet genre et GBV et l'inclure dans le nouveau programme de coopération 2022-2026. • Développer une nouvelle stratégie de plaidoyer pour un plus grand engagement des acteurs nationaux dans la consolidation de la paix
Section Genre et GBV du Bureau Régional et Globale	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le plaidoyer de haut niveau et la mobilisation des ressources auprès des donateurs

	dans ce domaine.
Ministère responsable pour le Genre (Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance)	<ul style="list-style-type: none"> • Réviser le cadre réglementaire national pour le genre et le VBG sur la base des conclusions
UNICEF/UNDP/UNV	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les programmes d'intervention et d'intégration inter-agences
CSOs, partenaires implémentant	<ul style="list-style-type: none"> • Développer de nouvelles stratégies d'intervention • Se familiariser avec les approches identifiées comme réussies par l'évaluation et les introduire plus systématiquement dans les opérations. • S'appuyer sur les enseignements tirés de l'évaluation pour renforcer leur stratégie de plaidoyer auprès des partenaires techniques, des administrations territoriales et déconcentrées.
Donateurs/UN-PBF	<ul style="list-style-type: none"> • Mieux définir le soutien financier dans la lutte contre le violences sexuelles et GBV et l'implication des femmes dans le processus de prises de décisions pour la consolidation de la paix • S'appuyer sur les enseignements tirés de l'évaluation pour améliorer le financement et la mise en œuvre d'autres projets

Ce tableau contient quelques exemples pertinents d'utilisation des conclusions et recommandations de l'évaluation. En général, les utilisations prévues de l'évaluation doivent être liées autant que possible à des actions concrètes.

Cette évaluation sera adossée à deux principes directeurs : la **redevabilité** et l'**apprentissage**. S'agissant de la redevabilité, l'évaluation rendra compte des résultats (prévus ou pas prévus) qui ont été atteints par le projet auprès du Gouvernement, des bailleurs et des bénéficiaires.

Concernant l'apprentissage organisationnel, cette évaluation permettra d'informer les processus programmatiques en cours au niveau national, de l'UNICEF et UNDP en Guinée. Les leçons apprises et les recommandations permettront de proposer des options stratégiques à l'intention des décideurs pour l'optimisation de la mise en œuvre actuelle et future du Programme de Coopération de l'UNICEF et du UNDP en tenant compte des facteurs clés de réussite, des contraintes et du contexte national. Afin de promouvoir un processus d'apprentissage plus élargi au sein de l'UNICEF, UNDP et PBF Secrétariat, le rapport final d'évaluation ainsi que la réponse du Management aux recommandations de l'évaluation seront partagés avec d'autres bureaux de l'UNICEF, à travers la base de données globale des recherches et des évaluations.

4. OBJECTIVES DE L'EVALUATION

4.1 Objective Générale

L'objectif global est d'évaluer les acquis du projet, la redevabilité et de tirer les principaux enseignements de l'intervention ainsi de formuler des recommandations pratiques.

4.2 Objectives Spécifiques

- 1) Examiner et évaluer les progrès atteints dans la réalisation des produits escomptés, à la lumière des théories du changement, en faisant ressortir les forces et les faiblesses et analyser les facteurs qui ont affecté de façon positive ou négative l'atteinte des résultats ;
- 2) Evaluer les mécanismes de mise en œuvre ainsi que la stratégie de partenariat pour réaliser les résultats ainsi que les dispositions prises pour rendre compte et faire des propositions pour de future collaboration ; Formuler des recommandations, y compris sur les procédures de planification et mise en œuvre des projets potentiels futurs qui vont financer ce type d'intervention
- 3) Evaluer la contribution du projet dans la promotion de l'équité et de l'égalité de genre ; Evaluer le niveau de satisfaction des différents acteurs clés par rapport au projet lui-même et aux résultats atteints ; Faire ressortir les leçons apprises de la mise en œuvre du projet et proposer des recommandations ;
- 4) Evaluer l'apport du projet dans la réalisation des missions et stratégies de l'UNICEF et du UNDP ainsi que du Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) ;

5. PORTEE DE L'EVALUATION

5.1 Portée thématique

Les thématiques de cette évaluation sont principalement la participation des femmes et filles dans la gestion des conflits, la paix, la prévention des violences basées sur le genre en période électorale (avant, pendant et après).

5.2 Portée géographique

Le projet s'est déroulé à Conakry puisque la capitale est normalement la plus atteinte par les violences pendant des élections. C'est dans les 5 communes de Conakry normalement plus touchées par des violences liées aux élections, que le projet a été mis en œuvre. Cette évaluation aura lieu donc, dans les 5 Communes de Conakry i.e. Kaloum, Matam, Dixinn, Matoto et Ratoma.

5.3 Portée chronologique

La période de l'évaluation s'étendue d'octobre à décembre et a couvert les activités mises en œuvre depuis le début du projet, c'est-à-dire de Septembre 2019 à Septembre 2021.

6. CRITERES ET QUESTIONS DE L’EVALUATION

6.1 Les critères d’évaluation

Cette évaluation sera guidée par cinq des six critères OCDE/CAD, à savoir : la pertinence, l’efficacité, l’efficience, cohérence et la durabilité. La prise en compte des droits humains également appréciée avec une particularité sur le genre et l’équité dans tous les aspects du projet. Il serait prématuré et complexe d’estimer l’attribution causale entre les activités réalisées dans le cadre projet et les changements dans la vie des femmes dans les zones d’intervention, c’est pourquoi nous jugeons de ne pas prendre en compte le critère d’impact.

6.2 Les questions d’évaluation

Pour atteindre les buts de l’évaluation et sur la base des critères susmentionnés, une liste indicative de questions d’évaluation a été définie. Cette liste a été affinée et au besoin complétée par l’équipe d’évaluation dans leur proposition technique et finalisée lors de la phase de démarrage de l’évaluation. Une liste finalisée a été présentée et approuvée dans le rapport de démarrage. Malgré la non-inclusion du critère d’impact, l’équipe d’évaluation a capturé certaines indications d’impact sous le critère d’efficacité.

Pertinence

- Dans quelle mesure les activités/interventions sur le terrain dans le cadre de la participation des femmes et filles à la gestion des conflits ont répondu aux besoins identifiés des populations cibles ?

Cohérence

- Dans quelle mesure la stratégie et les modalités de mise en œuvre du projet sont-elles en cohérence avec les résultats et les objectifs attendus ?
- Dans quelle mesure les activités/interventions du projet sur le terrain dans le cadre de l’autonomisation des femmes/filles étaient complémentaires aux interventions des autres PTF dans la zone du projet ?
- Dans quelle mesure les activités/interventions du projet sur le terrain dans le cadre de la consolidation de la paix et de la cohésion sociale étaient complémentaires à d’autres interventions du PBF dans la zone du projet ?
- Dans quelle mesure les activités/interventions du projet sur le terrain sont en cohérence avec les objectifs du Programme de Coopération 2018-2022 de l’UNICEF en Guinée ?
- Dans quelle mesure les activités/interventions du projet sur le terrain sont alignées avec le PNDES 2016-2020 et les objectifs du Programme de Coopération 2018-2022 de l’UNICEF en Guinée ?

Efficacité

- Quels sont les facteurs (internes et en dehors de l'UNICEF) qui ont contribué à l'atteinte des objectifs des interventions y compris la composante de renforcement des capacités ?
- Quels sont les facteurs (internes et en dehors de l'UNICEF) qui ont empêché l'atteinte des objectifs des interventions y compris la composante de renforcement de capacités ? Quelles mesures correctrices, s'il y en avait, ont été adoptées pour mitiger les défis rencontrés ?
- Quels sont les changements positifs et/ou négatifs observés chez les bénéficiaires (partenaires institutionnels, communautés, femmes, enfants, etc.) auxquelles le projet a contribué ?
- Dans quelle mesure les différentes stratégies de suivi-évaluation étaient-elles adaptées pour mesurer les résultats du projet ? Et Comment pourraient-elles être améliorées ?
- Dans quelle mesure la coordination entre agence (UNICEF-UNDP) a contribué à l'atteinte des objectifs de l'interventions ?

Efficiences

- Pour chacun des domaines d'intervention du projet, dans quelle mesure les ressources financières, humaines et les biens ont été :
 - Suffisantes (en termes de quantité) par rapport aux besoins identifiés et aux résultats escomptés ?
 - Adéquates (en termes de qualité) par rapport aux résultats escomptés ?
 - Déployées à temps ?
- Dans quelle mesure les mêmes résultats auraient-il pu être atteints par d'autres alternatives moins coûteuses ?
- Quels sont les facteurs de gestion qui ont favorisé ou empêché l'efficiences du projet ?

Durabilité

- Dans quelle mesure les communautés bénéficiaires et les partenaires institutionnels se sont appropriés des acquis du projet ?
- Dans quelle mesure les conditions nécessaires pour une appropriation des interventions par la partie nationale et les autres partenaires ?
 - Dans quelle mesure les acquis de l'intervention pourront être pérenniser ?
 - Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle créé des effets catalytiques ?

Droits humains, genre et équité

Même s'il s'agit d'un projet GYPI, et les aspects de genre sont considérés comme un critère individuel et transversal à tous les critères d'évaluation des questions spécifiques liées au genre se posent :

- Dans quelle mesure les considérations spécifiques liées au genre, aux droits humains et à l'équité ont-elles été prises en compte lors de la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi du projet ?

S'il y eu des obstacles d'ordre politique, pratique ou administratif, à l'intégration efficace des droits humains et de l'égalité des sexes lors de la mise en œuvre des interventions, quel a été le niveau d'efforts déployés afin de surmonter ces difficultés

7. METHODOLOGIE

La méthodologie de l'évaluation est structurée autour des sous-sections présentées ci-dessous et élaboré sur la base de la matrice d'évaluation (voir annexes). La matrice d'évaluation va fournir des détails sur les méthodes et les sources de collecte de données, ainsi que sur les méthodes d'analyse.

De façon spécifique cet exercice va permettre de collecter les données quantitatives et qualitatives en lien avec les résultats escomptés afin d'apprécier la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, les effets, la durabilité du projet ainsi que la prise en compte des Droits Humains et l'égalité des sexes.

La partie quantitative visera à documenter les effets principaux du projet à travers des données chiffrées collectées auprès des bénéficiaires directs et indirects du projet tels que décrits dans le tableau 2. Cette partie de l'évaluation prend le cadre de résultats et la théorie du changement du projet comme base de travail. A cet effet on propose un échantillonnage représentatif en fonction des indicateurs, des cibles et des zones du Projet, ainsi qu'un questionnaire et un mode de procéder pour la collecte de données.

La partie qualitative, comme décrit plus avant, va compléter la partie quantitative et vise à approfondir l'analyse et corroborer les voies à travers lesquelles l'approche du projet va contribuer à l'engagement civique, la cohésion sociale et la réduction du niveau de conflictualité. Elle servira également à découvrir des explications alternatives des effets/changements éventuels attribués au projet et difficilement captées par enquête

L'approche quantitative et qualitative sera combinée. Les acteurs à interviewer sont entre autres les jeunes (filles et garçons), les femmes, les autorités administratives, les différents groupements de jeunes et de femmes et les différentes structures communautaires mises en place pour la consolidation de la paix, et ce dans toutes les communes cibles citées.

Les champs d'interventions de l'évaluation sont les 5 communes de Conakry cibles du projet ; (Ratoma, Matoto, Dixinn, Kaloum et Matam). La stratégie de collecte et d'analyse des données combinera des méthodes qualitatives et quantitatives et utilisera des sources diverses de données.

A noter qu'afin de protéger les jeunes filles et femmes surtout dans un contexte fragile, l'identité des participantes restera confidentielle et avec consentement des parents en cas d'être mineur (moins de 18 ans).

Quant aux contraintes de genre, l'heure, le lieu de mener les enquêtes seront prises en compte pour minimiser les risques de violences contre les femmes et pour faciliter la participation sans les empêcher de réaliser leur travail.

7.1 Approches de l'Évaluation

L'évaluation comportera les approches suivantes :

- Une revue portant sur les principaux documents ci-dessous pour recueillir les informations sur le rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits ainsi que les violences en milieu communautaire, y compris les violences électorales et les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la prise en compte de la perspective d'égalité de genre et de la résolution des conflits ;
- Une enquête de perception auprès des jeunes femmes (15-20, 21-35 ans et +35) ans des collectivités (interview individuelle) ;
- Une enquête auprès des jeunes filles et femmes de la communauté (entretiens semi structurés et focus group) pour apprécier les représentations, les perceptions et les attitudes des filles et femmes, y compris un groupe de contrôle
- Une enquête auprès des élus locaux et autorités préfectorales ensuite une autre auprès des hommes et femmes des communautés (entretiens semi structurés et focus group mixtes et par sexe) pour apprécier les représentations, les perceptions et les attitudes vis-à-vis des relations entre jeunes et autorités locales ;
- Une enquête auprès de tous les acteurs clés de mise en œuvre ;
- Des outils appropriés et sensibles au genre pour le recueil des données de cette nature seront développés pour répondre au besoin de chaque type d'enquête. Ces outils seront revus par le

Secrétariat et les différentes agences de mise en œuvre du projet. Ils seront testés par le Consultant/cabinet avant leur mise en œuvre effective sur le terrain ;

Les données recueillies (données textuelles et quantitatives) seront saisies et traitées à travers des logiciels d'exploitation et d'analyse appropriées, tenant compte des variables comme le sexe, l'âge et les principales vulnérabilités.

7.2 Méthodes et outils de la collecte de données

Les méthodes de collecte de données utilisées dans cette évaluation incluent :

- La revue de littérature ;
- Entretiens individuels ;
- Entretiens avec les informateurs clés

- Discussions de groupe
- Observation des sites et des activités

Les méthodes proposées sont mixtes, quantitatives, qualitatives. Pour le méthode quantitative les données secondaires seront utilisées, en particulier

- L'Etude de Base
- L'Etude Finale
- Les rapports programmatiques
- Les rapports financiers

Pendant que la méthode quantitative sur les données secondaires sera faite au début, à travers la revue de la littérature, l'enquête qualitative ira suivre pour les Informant clés et les femmes et jeunes filles dans les 5 Communes de Conakry.

Pendant qu'avec l'enquête quantitative on verra surtout la redevabilité et l'implant du projet, à travers l'enquête qualitative on ira vérifier l'efficacité des activités mises en place et les leçons apprises pour des programmes futurs. Les méthodes tiendront en compte les questions de genre, d'équité et de droits de l'homme et cette pertinence sera prise en compte dans les outils.

Les outils de collecte seront une key informant guide and a focus group guide qui seront les sources de données recherchées. Chaque outil sera numéroté et inclus en annexe à ce rapport de démarrage.

Tous les outils de collecte de données seront validés par le groupe de référence de l'évaluation avant que la collecte de données puisse commencer.

Le processus de pilotage et de validation des outils de collecte de données aura lieu sur place.

Une discussion sur la façon dont la combinaison des sources de données sera utilisée pour obtenir une diversité de perspectives, assurer l'exactitude, la triangulation des données et surmonter les limitations des données, sera entamée avec le groupe de référence de l'évaluation.

7.3 Stratégie d'échantillonnage

Le tableau ci-dessous décrit la base de sondage (zone et population à représenter), la justification de la sélection, les mécanismes de sélection, les nombres sélectionnés parmi les sujets potentiels (taille de l'échantillon, paramètres de calcul, etc.) et les limites de l'échantillon. La stratégie d'échantillonnage est présentée pour chacune des méthodes de collecte de données primaires.

Le nombre de personnes doit être ventilé par sexe et par d'autres catégories pertinentes. Afin de résumer les informations sur la stratégie d'échantillonnage, un tableau récapitulatif est inclus (voir Tableau 3).

Tableau 4 : Présentation de la Stratégie d'échantillonnage

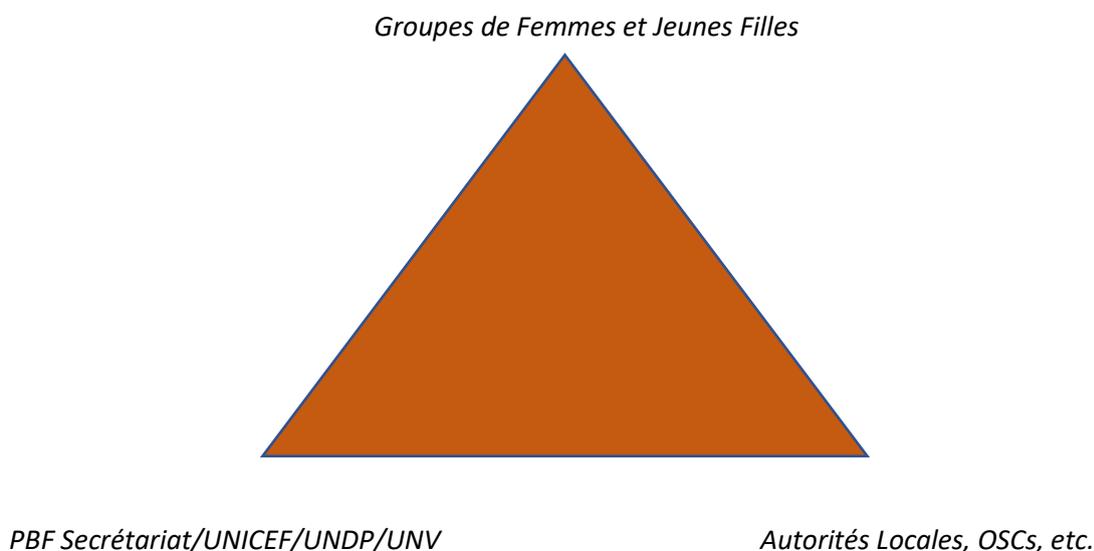
Outils de Collecte	Sampling	Total	Femmes/Hommes	Place
Questionnaire Individuel perceptions femmes (800)	<i>Probabiliste / Simple random</i>	40	15-20 ans (10) 21-35 ans (15) +35 ans (15)	2 x Commune 3x Commune 3x Commune
Jeunes filles et femmes entretiens semi structurés et focus group (800)	<i>Non-probabilistic / by reasoned choice/ UNV (Min 5 max 10 participants)</i>	12 FGDs 48- 96	15-20 ans (1) 21-35 ans (1) +35 ans (1)	1 x Commune Mixte 1 Jeune filles Radio group animateurs inter communale 1 Club de Jeunes filles Leaders 1 x Commune Bénéficiaires Mixte (F et H)
Elus locaux, autorités préfectorales questionnaire individuel, leaders religieux, forces de l'ordre	<i>Non-probabilistic / by reasoned choice,</i>	25	<i>Direction communales</i>	2 autorités 2 élus 2 religieux 2 policiers X Commune 3 ONGs du secteur (Genre, Paix, Jeunes)
VNU Interview	<i>Selon réponse</i>	5/14	1 par commune	Non employés
Acteurs clés de mise en œuvre ; Ministère de l'action sociale de la promotion féminine et de l'enfance Ministère de la Citoyenneté et Unité Nationale ;	<i>UNICEF, UNDP, PBF, UNWOMEN, MASPFE Ministère de Droits et l'autonomisation des femmes. Ministère de l'Adm Territoriale et Décentralisée Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.</i>	20	<i>Point Focaux</i>	<i>Informant clé, Sec Générale ou Dir service, Mairies, ONG, Autorités Administratives, Autorités Religieuses, Maison des jeunes, etc.</i>

7.4 Analyse des données et assurance qualité

Les méthodes et outils d'analyse de l'ensemble des données (qualitatives et quantitatives) y compris le logiciel utilisé à cet effet sont décrites ci-dessous.

Les évidences sont construites par triangulation entre les données de différentes sources, puis utilisées pour l'analyse. Des thèmes ont été obtenus et des modèles ont été examinés pour déterminer s'ils provenaient de plusieurs niveaux de parties prenantes et de plusieurs catégories de parties prenantes. La triangulation des données a permis de capitaliser sur les connaissances, d'établir des liens entre les thèmes et de générer des réponses aux questions d'évaluation. L'étape a été franchie en tenant compte à la fois de la perception et des idées exprimées par chaque catégorie d'informateurs clés et des groupes de discussion sur l'objet de l'analyse. Ainsi, l'analyse et l'interprétation pour chaque thème auront respecté le point de vue de chaque groupe d'informateurs clés ; par la suite, ont été liés, confrontés et intégrés, ce qui a facilité une construction globale des connaissances autour du thème analysé.

Figure 2 :Triangulation des données



La stratégie de triangulation utilise donc plusieurs méthodes de collecte et d'analyse de données, comprenant au moins trois sources de données pour chaque conclusion tirée par l'évaluation en relation avec une certaine question - sources de données. La matrice d'évaluation fournit suffisamment de détails pour vérifier que la triangulation est efficace pour chaque question d'évaluation.

Le processus de sélection des thèmes implique : a) la familiarisation par une lecture attentive des transcriptions des groupes de discussion et des notes de recherche, des thèmes émergents notés ; b) un codage ouvert dans lequel des codes ont été créés en fonction de thèmes identifiés, des codes ont été attribués à des sections spécifiques de transcriptions et un double codage a été effectué sur un échantillon de données pour promouvoir la fiabilité entre les codeurs ; c) un livre de codes est développé ; d) effectuer une réduction des données dans lesquelles un inventaire est fait de ce qui est lié au code donné, capturer les variations ou la richesse de chaque thème et noter les différences entre les individus ou entre les sous-groupes ; e) les données sont affichées à l'aide de matrices et de tableaux ; et, f) les relations interprétées entre les thèmes qui vont être recherchées par des concepts identifiés et des diagrammes développés afin de cartographier les relations dans les données. Une attention particulière est accordée à la justification de la façon dont les thèmes sont regroupés et aux types de

messages. Deux enquêteurs, dont l'un comprenant le chef de l'équipe d'évaluation, ont examiné toutes les données qualitatives, identifié de manière indépendante les thèmes émergents et se concerté pour se mettre d'accord sur le codage final et les conclusions. Voir outils en annexe.

7.5 Considérations Ethiques et Principes de l'Evaluation

Le principal risque que l'enquêteur a rencontré a été la possibilité de divulguer par inadvertance des informations confidentielles ou politiquement sensibles, et d'interroger des filles de moins de 18 ans. Dans ce cas le consentement des parents a été obtenu. À toutes les étapes de l'étude, nous avons protégé la vie privée et la confidentialité des participants afin de réduire ce risque.

Pour cela l'équipe d'évaluation a garanti aux participants le respect de la dignité et de la diversité, le droit à l'autodétermination, la représentation équitable, le respect des groupes vulnérables, la confidentialité et de ne pas nuire (do no harm).

De plus les évaluateurs avaient l'obligation à l'indépendance, l'impartialité, la crédibilité, la responsabilité et éviter quiconque conflits d'intérêts.

- **Indépendance.** les membres de l'équipe d'évaluation sont indépendants et n'ont pas été impliqués dans les activités du projet, ni n'ont été responsables dans le passé de la conception, de l'exécution ou de la supervision du projet ;
- **Impartialité.** L'équipe d'évaluation a fourni une présentation complète et équilibrée des forces et des faiblesses du projet. Le processus d'évaluation a été impartial à toutes les étapes et a pris en compte tous les points de vue reçus des parties prenantes.
- **Transparence.** L'équipe d'évaluation a communiqué aussi ouvertement que possible le but de l'évaluation, les critères appliqués et l'utilisation attendue des résultats.
- **Divulgateion.** ce rapport sert de mécanisme par lequel les conclusions et les leçons identifiées dans l'évaluation sont diffusées aux décideurs politiques, au personnel opérationnel, aux bénéficiaires, au grand public et aux autres parties prenantes par l'UNICEF/UNDP/PBF.
- **Éthique.** L'équipe d'évaluation a respecté le droit des institutions et des individus à fournir des informations confidentielles, et les sources d'informations et d'opinions spécifiques contenues dans ce rapport ne sont pas divulguées.
- **Crédibilité.** Cette évaluation est basée sur des données et des observations considérées comme fiables et dignes de confiance en ce qui concerne la qualité des instruments, des procédures et des analyses utilisées pour collecter et interpréter les informations ;
- **Utilité.** L'équipe d'évaluation s'est documentée pour générer des résultats de l'évaluation pertinents, opportuns. Visant à être le plus bénéfique possible pour les parties prenantes, le rapport présentera les faits, les constatations et les problèmes, les conclusions et les recommandations d'une manière complète

et équilibrée.

- **Conflits d'intérêts.** Ni l'évaluateur ni ses collaborateurs directs présentent de conflit d'intérêts avec leur rôle d'évaluateurs.

La participation aux discussions de groupe a été entièrement volontaire et soumise à un consentement éclairé écrit pour la participation aux groupes de discussion et l'enregistrement audio. Les modérateurs ont indiqué clairement que les participants n'ont pas besoin de répondre à des questions qui les mettaient mal à l'aise. Le modérateur a discuté également de la confidentialité au sein du groupe de discussion entre les participants et en dehors du groupe de discussion, par ex. que les informations confidentielles et les divulgations de la part d'autres participants ne devaient pas être partagées en dehors du groupe de discussion avec d'autres, et que les participants devaient adhérer aux directives de confidentialité.

Les participants à l'étude peuvent devenir embarrassés, inquiets, anxieux ou mal à l'aise lorsqu'ils discutent de sujets sensibles pendant les groupes de discussion. Le personnel de l'étude a été formé à l'identification et à l'atténuation des problèmes pouvant causer une détresse psychosociale et a utilisé les techniques de conseil établies. Tous les participants ont été informés au cours du processus de consentement éclairé qu'ils pouvaient interrompre leur participation pour quelque raison que ce soit, par exemple en cas de stress psychosocial lié à toute question. Les risques liés à l'inconfort psychologique ont été encore minimisés en :

1) Réduisant le fardeau du répondant en limitant la durée et la portée de la discussion de groupe ; et 2) fournir aux participants des conseils de base pertinents, lorsque nécessaire.

En raison de la nature potentiellement sensible des questions entourant les perceptions des femmes et jeunes filles sur GBV et violence sexuelle, nous avons assuré, grâce à un processus de consentement éclairé verbal complet, que les participants soient conscients de : 1) leur droit de retrait ; 2) leur droit de ne pas répondre à toute question à laquelle ils ne souhaitent pas répondre ; et 3) que leurs réponses ne leur soient pas rattachées aux prestataires de services ou partenaires.

Toutes les informations recueillies sur papier au cours de cette étude ont été conservées de manière sécurisée et confidentielle dans une armoire verrouillée. Seul le personnel restreint de l'étude aura accès et pourra lier les détails d'identification aux données de l'étude, garantissant que les informations des participants restent confidentielles. En effet, les mesures de sécurité des données ont été strictement respectées, y compris la désidentification immédiate des données pour analyse et le stockage des données sur des serveurs sécurisés et protégés par mot de passe et des ordinateurs cryptés. Les informations des participants resteront confidentielles à tout moment, à moins que la loi ne nous oblige à divulguer des informations.

Les rapports sur l'étude et les résultats qui pourraient être publiés dans des revues scientifiques n'incluront aucune information d'identification qui permettrait de révéler ou de déduire l'identité des participants. Ce protocole peut être révisé par le Comité national de recherche et l'UNICEF Bureau Pays et/ou Régional. Toutes les procédures d'étude seront conformes aux normes éthiques de l'UNICEF et de UNDP Guinée concernant la recherche impliquant des participants humains et suivront les directives internationales.

7.6 Limitations and contraintes de l'évaluation

Depuis la fin du programme, certaines contraintes ont été identifiées ; l'une des contraintes a été de retrouver et mobiliser les femmes et les filles participant au programme à interroger. Une autre contrainte a été de mesurer l'impact pour un programme avec un temps de mise en œuvre limité. Normalement, un impact peut être vu après un programme de 3 ans.

Lors de l'utilisation des outils en ligne, les limitations étaient réparties en trois catégories : i) disponibilité des principales parties prenantes pendant la programmation et la demande d'une réunion en ligne ; ii) les contraintes logistiques et la disponibilité de internet iii) les contraintes culturelles au cours des réunions à partir d'où l'outil a été administré aux groupes cibles / publics préférés au sein de l'échantillon sélectionné.

Le COVID-19 est un facteur clé qui a été considéré pendant l'évaluation, puisque même si cela n'a pas changé les échantillons sélectionnés ou les modèles de groupes de discussion proposés, des mesures de prévention ont été tenues en compte tel qu'être dans un lieu aéré, maintenir au moins 1 m de distance l'un de l'autre, le porte de masque, ne pas se donner la main et lavage fréquents des mains.

Les limitations et contraintes potentielles que l'équipe d'évaluation a pu rencontrer, y compris les stratégies d'atténuation, sont présentées dans le tableau ci-dessous (voir Tableau 5).

Tableau 5 : Limitations et Stratégies de Mitigation Proposées

Limitations et Contraintes	Stratégies de Mitigation identifiées
COVID-19	
FGD avec Femmes et Jeunes Filles	FGD de 5 à max 10 personnes pour garder la distance
Restrictions dans les mouvements	Vérifier avec la sécurité de UNICEF ce que possible ou regrouper les personnes dans un lieu sécurisé
Porte de masque et autres mesures de prévention	Amener masques et solution hydroalcoolique pour les interviewées
INSTABILITÉ POLITIQUE	
Souci de répondre à des questions sensibles	Garder la confidentialité et avoir le consentement
Insécurité générale dans la ville	Par l'intermédiaire des dirigeants locaux et avec une lettre
Rencontrer des personnes clés ou élus	Rencontrer seulement ceux qui possible
AUTRES	
Projet court pour évaluation d'impact	Se concentrer sur les leçons apprises
Accessibilité aux Communautés des 5 Communes	Vérifier la faisabilité avec les UNV
Accessibilité aux élus dans les 5 Communes	Vérifier la faisabilité avec les UNV

8. DÉROULEMENT DE L'ÉVALUATION

Ci-dessous le plan de travail. Les 40 jours ont été étalés dans le cadre de 3 mois. Le calendrier a été défini avec les parties prenantes une fois que le consultant a été sur terrain et présenté avec la méthodologie finale convenue. Dans le tableau en bas le plan de travail.

Tableau 6 : Plan de Travail

Activités	2021											
	Octobre				Novembre				Décembre			
	W1	W2	W3	W4	W5	W6	W7	W8	W9	W10	W11	W12
Revue de la bibliographie et rapport de démarrage	■	■	■	■								
Collecte des données (visite de terrain en Guinée)					■	■	■	■				
Présentation des résultats préliminaires							■	■	■	■		
Rapport final remis							■	■	■	■		
Feedback de UNICEF, UNDP et Gov reçue										■	■	
Commentaires' intégrés et définitifs rapport soumis											■	■
Rapport Final validé												■

8.2 Rôles et Responsabilités du Team de l'Évaluation

Dans le tableau en bas est indiqué comment les rôles et les responsabilités ont été répartis entre les membres de l'équipe d'évaluation.

Tableau 7: Sommaire des Rôles et Responsabilités par Membre d'Equipe

Membre	Rôle principal	Tâches spécifiques	Produits livrés	Dates
Natalia CONESTA'	Team Leader	Investigateur Principal	Rapport Finale	Oct - Dec 2021
Tewa Bintou KAMANO	Traducteur	Traduction au Français	FGDs traduits	Novembre 2021
Grace à Dieu KOSSIFERRE	Statisticien	Outils pour la collecte de données online	Outils de collecte	Novembre 2021
Hadiatou DIALLO	Mobilisateur Ratoma	Mobiliser femmes et Jeunes Filles	FGDs organisés	Novembre 2021
Ibrahima Sory SANKHON	Mobilisateur Kaloum	Mobiliser femmes et Jeunes Filles	FGDs organisés	Novembre 2021
Jonas GUILAVOGUI	Mobilisateur Dixinn	Mobiliser femmes et Jeunes Filles	FGDs organisés	Novembre 2021
Sekou Oumar CONDE	Mobilisateur Matam	Mobiliser femmes et Jeunes Filles	FGDs organisés	Novembre 2021
Nènè Aminata MAREGA	Mobilisateur Matoto	Mobiliser femmes et Jeunes Filles	FGDs organisés	Novembre 2021

L'équipe d'évaluation est indépendante et responsable de tous les aspects de cette évaluation, y compris la proposition de l'approche méthodologique, le développement des outils des collectes, la collecte et l'analyse des données sur le terrain et la production des rapports listés ci-dessous. Il est entendu que les données collectées doivent rester confidentielles et demeurent la propriété des agences récipiendaires.

Le consultant travaillé sous la supervision de la spécialiste programme Genre du bureau de l'UNICEF et a travaillé dans les 5 communes de Conakry.

L'UNICEF :

- Organiser une première séance d'échange d'information au bureau
- Faciliter la participation de la consultante
- Fournir tous les documents de référence pour la revue documentaire
- Fournir un soutien technique continu
- Évaluer et approuver les produits finaux soumis

9. RÉSULTATS ET CONCLUSIONS PRÉLIMINAIRES

1. Cette évaluation a été guidée par cinq des six critères OCDE/CAD, à savoir : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, cohérence et la durabilité. Ces critères étaient liés aux processus de coordination et de gestion du projet d'appui aux Femmes Leaders pour la prévention des éventuels conflits liés aux élections (FL-PBF). Les éléments d'une importance particulière comprenaient la conception du projet FL-PBF (y compris un examen de la ToC, sa connexion et pertinence au niveau du projet, l'efficacité de la mise en œuvre des activités au sein du projet, la coordination et la supervision du projet. La prise en compte des droits humains a également été appréciée avec une particularité sur le genre et l'équité dans tous les aspects du projet. Il était prématuré et complexe d'estimer l'attribution causale entre les activités réalisées dans le cadre projet et les changements dans la vie des femmes dans les zones d'intervention, c'est pourquoi ont pas été pris en compte le critère d'impact. Malgré la non-inclusion du critère d'impact, l'équipe d'évaluation a envisagé de capturer certaines indications d'impact sous le critère d'efficacité.
2. L'évaluation a été adossée à deux principes directeurs : la redevabilité et l'apprentissage. S'agissant de la redevabilité, l'évaluation a pris en compte des résultats (prévus ou pas prévus) qui ont été atteints par le projet auprès du Gouvernement, des bailleurs et des bénéficiaires. Concernant l'apprentissage organisationnel, cette évaluation va permettre d'informer les processus programmatiques en cours au niveau national, du système des Nations Unies et de l'UNICEF, UNDP et PBF Secrétariat. Les leçons apprises et les recommandations vont permettre de proposer des options stratégiques à l'intention des décideurs pour l'optimisation de la mise en œuvre actuelle et future du Programme de Coopération de l'UNICEF et UNDP en tenant compte des facteurs clés de réussite, des contraintes et du contexte national. Afin de promouvoir un processus d'apprentissage plus élargi au sein de l'UNICEF, le rapport final d'évaluation ainsi que la réponse du Management aux recommandations de l'évaluation vont être partagés avec d'autres bureaux de l'UNICEF, à travers la base de données globale des recherches et des évaluations.

Image 1. Entretien avec une femme leader communautaire dans la Commune de Dixinn

Source : *Evaluation novembre 2021*

a. PERTINENCE

Pertinence

QE P.1 Dans quelle mesure la stratégie et les modalités de mise en œuvre du projet sont-elles en cohérence avec les résultats et les objectifs attendus ?

QE P.2 Dans quelle mesure les activités/interventions sur le terrain dans le cadre de la participation des femmes et filles à la gestion des conflits ont répondu aux besoins identifiés des populations cibles ?

QE P.3 Dans quelle mesure les activités/interventions du projet sur le terrain sont alignées avec le PNDES 2016-2020 et les objectifs du Programme de Coopération 2018-2022 de l'UNICEF en Guinée ?

Image 2 : Femmes bénéficiaires directes de Dixinn lors de la rencontre dans la Mairie

Source : Evaluation novembre 2021

QE P.1 Dans quelle mesure la stratégie et les modalités de mise en œuvre du projet sont-elles en cohérence avec les résultats et les objectifs attendus ?

3. Les résultats attendus (contribution aux ODD 5 et 16) prévoyaient que les violences communautaires, inter communautaires, politiques, y compris les Violences Basées sur le Genre (VBG) et les affrontements entre les forces de sécurité et la population (particulièrement les jeunes) soient réduites avant, pendant et après les élections législatives et présidentielles de 2020, ceci grâce à la participation effective des femmes et jeunes filles en milieu communautaire. C'est ainsi que l'Indicateurs 1.1 du cadre de résultats, visait le % de cas de violences communautaires (y compris les VBG) politiques et affrontements entre les forces de sécurité et les jeunes dans les communes ciblées par le projet. La ligne de base avait montré une prévalence de la Violence Globale de 89,8% et une prévalence des VBG de 88%. Le résultat attendu à la fin du projet était -30% soit des violences liées aux élections soit du VBG. L'Indicateur 1.2 du cadre des résultats visait le niveau de confiance des groupes cible (leaders communautaires, jeunes, femmes et jeunes filles, forces de sécurité) dans la résolution pacifique des conflits communautaires et électoraux. La ligne de base avait montré chez les Leaders Communautaires, 76,5% chez les jeunes et 60,6% chez les femmes et 73,8% chez jeunes filles leaders. La cible était de 70% à la fin du projet à mesurer par des enquêtes de perception.
4. L'étude finale a établi que les conflits communautaires ont légèrement diminuée par rapport à l'étude de base, même s'ils restent encore une réalité dans la ville de Conakry et qu'ils n'épargnent aucune entité et toutes les communes sont concernées. Bien que la période post-électorale ait été émaillée de violence, les résultats de cette étude finale montrent que leur ampleur n'a pas atteint celle de l'étude de base c'est-à-dire de la période avant-projet. En effet, la fréquence des violences électorales est estimée à **74,7%** au cours de cette étude finale alors qu'elle était de **88,9%** lors de de l'étude de base. Ce qui traduit une réduction significative de leur ampleur et certain degré de progrès dont le projet aurait contribué à travers

l'effet de ses actions communautaires. Les types de conflit les plus rapportés par les enquêtés sont entre autres : les conflits électoraux (61%), suivi des conflits ethniques (42%), des violences basées sur le genre (26%), des soulèvements des jeunes (17,3%) et des conflits d'héritage (17%) ainsi que des conflits domaniaux (15%). Les facteurs incriminés comme causes des conflits sont : les manipulations politiques (57,1%), la pauvreté (41%), l'ethnocentrisme (37,9%), la désinformation (33,2%), la mauvaise gouvernance (25,9%), les fausses rumeurs (21,1%), le chômage (18,9%), les coupures d'électricité (13%), l'impunité (12,9%).

5. **Par ailleurs, les violences basées sur le genre** n'ont pas connu de réduction en termes d'ampleur, car la fréquence trouvée lors de cette finale (86%) est très proche de celle de l'étude base (88%). Elles se manifestent sous diverses formes : les violences conjugales (56,6%), les bastonnades des femmes/filles/enfants (51,1%), les injures des femmes/filles/gens faibles (45,7%), les abus sexuels (43,6%), les violences économiques (28,9%), les moqueries aux handicapés (19,3%), le refus des postes de responsabilité aux femmes (7%) et autres (10,5%). Une légère augmentation du VBG peut être due au confinement du au COVID-19 et à l'augmentation de la pauvreté dans ladite période.
6. La Stratégie pour ce qui concerne les violences était en cohérence et bien pensée. La capillarité (porte à porte, causerie éducatives), utilisation des VNU communautaires, participation des forces de police, des chefs de quartier et la tentative d'inclure les autorités religieuses et les candidats aux élections ont été un succès comme déclaré par plusieurs informant clés et bénéficiaires. Le financement du Fond pour la Consolidation de la Paix (PBF) a donc visait la qualité d'être logique et a été consistant consistant avec son mandat pour ce qui concerne les violences pré, pendant et post électorales. Il faut se dire aussi que le VBG visé voulait être lié aux élections et aux protestes mais finalement a visé le VBF familiale, courant.

QE P.2 Dans quelle mesure les activités/interventions sur le terrain dans le cadre de la participation des femmes et filles à la gestion des conflits, ont répondu aux besoins identifiés des populations cibles ?

7. Un conflit est un état d'opposition entre personnes ou entités. Le conflit est chargé d'émotions comme la colère, la frustration, la peur, la haine, la rancune, la tristesse et le dégoût. Parfois, il peut être fait d'agressivité et de violence. L'étude de base a révélé que les conflits sont une réalité en Guinée avec une exacerbation pendant les périodes électorales. Deux types de conflits avaient été reportés : les violences électorales et les violences basées sur le genre (VBG) cités respectivement par 78% et 33% des personnes enquêtées.¹ D'après les déclarations des enquêtés, l'existence de ces conflits est due à un certain nombre de causes parmi lesquelles figurent : les manipulations politiques (63%), la pauvreté (34%), les coupures d'électricité (32%), la mal gouvernance (31%), la désinformation et l'ethnocentrisme (22%) Ces conflits affectent principalement les jeunes (48%), les femmes (43%), les enfants (33%) et les hommes (26%). L'atteinte massive des jeunes hommes par ces conflits s'explique par le rôle qu'ils jouent dans le cycle des conflits, particulièrement les violences électorales qui se manifestent le plus souvent par des confrontations directes entre les forces de l'ordre et de sécurité (FDS) et les manifestants constitués en majorité de jeunes hommes. Les jeunes sont les plus affectés par le chômage et les pertes de bien résultant

¹ UNICEF-UNDP-UNV/PBF. Enquête initiale du projet « Appui aux femmes et jeunes filles leaders communautaires pour la prévention des éventuels conflits liés aux élections législatives et présidentielles de 2020 ». Aout 2020

des manifestations violentes que la subit.

8. Tel que décrit dans l'analyse contextuel du document du projet, en Guinée, les périodes électorales sont des moments d'exacerbation de tensions et de violences qui peuvent être politiques, ethniques ou sociales. En effet, depuis l'avènement de la démocratie multipartite il y a trois décennies, tous les processus électoraux sont à l'origine de troubles politiques et sociaux violents menaçant la paix et la stabilité du pays. Vu l'enjeux des échéances électorales de 2020 en République de Guinée, plusieurs initiatives de prévention et de résolution des conflits ont été mis en place notamment le projet « Appui aux femmes leaders communautaires pour la prévention des éventuels conflits liés aux élections législatives et présidentielles de 2020 ». Il visait à combler l'écart lié à la faible participation des femmes et filles leaders dans la prévention des conflits et de consolidation de la paix en Guinée. Ceci à travers le renforcement des systèmes communautaires existants dans ce domaine, le renforcement des capacités et la participation des femmes et jeunes filles leaders communautaires.
9. Les VBG et notamment les violences sexuelles sont un des principaux fléaux touchant les femmes et les enfants guinéens, particulièrement les filles. Les violences constituent une préoccupation nationale. Les données montrent que 24% des 15 ans ou plus ont été victimes de violences sexuelles avec une dominance chez les femmes (29% contre 18%).² Le mariage forcé est très commun, même qui n'est pas toujours rapporté (en 2020 72 cas ont été enregistrés, dont 54 chez des filles de moins de 18 ans). La prévalence des mutilations génitales féminines reste très élevée. Toutefois, si la paix et la lutte aux VBG étaient ressenti comme un besoin par les femmes, l'autonomisation a été ressenti comme autant important pour pouvoir permettre la continuité de l'engagement communautaire. Malgré ceci, ces femmes, étaient prêtes à quitter temporairement leur activités, source de revenus vitales pour la famille, pour se rendre aux causeries éducatives, ou aux marches ou pour faire les sensibilisations porte à porte.
10. Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, ce projet a répondu partiellement aux besoins identifiés par les populations cibles de manière globale. A noter que beaucoup des besoins ne sont même plus perceptibles par les populations même qui est habitué, comme l'insalubrité, le manque d'espace pour les jeux des enfants, vivre les uns sur les autres face aux routes. Tout cela dépend d'un manque de planification urbaine, de la valorisation du milieu rurale et de la mer, etc. différents types de violences avant pendant après les élections même si sont réduit, les frustrations des jeunes du au chômage, les violences familiales et le VBG, et de la population de certain quartiers liée à l'accessibilité à l'eau et à l'électricité représentent une menace pour la paix à Conakry. Sans compter que le période de transition amènera encore à des nouvelles élections auxquelles il faudra se préparer pour prévenir les violences.

QE P.3 Dans quelle mesure les activités/interventions du projet sur le terrain sont alignées avec le PNDES 2016-2020 et les objectifs du Programme de Coopération 2018-2022 de l'UNICEF en Guinée ?

² UN Guinée : Agir Ensemble pour la Tolérance Zéro face au Viol et aux Violences basées sur le genre en République de Guinée. Note de Plaidoyer 2021.

11. En réponse aux priorités définies dans le PNDES, le Système des Nations Unies en étroite collaboration avec le Gouvernement, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile et le secteur privé a élaboré le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement 2018-2022 (PNUAD), qui s'inscrit dans le cadre de la réforme du SNU « Delivering as One ». Les agences du SNU travaillent en étroite collaboration avec le Gouvernement dans la mise en œuvre des programmes et projets du PNUAD. Le Programme de coopération entre le gouvernement de la Guinée et l'UNICEF, 2018-2022, a été mis au point dans le contexte du relèvement post-Ebola. En se fondant sur les priorités nationales, le SNU a défini trois domaines de coopération prioritaires :

- La promotion de la bonne gouvernance au service du développement durable ;
- La transformation économique et gestion durable du capital naturel ;
- Le développement inclusif du capital humain.

Le maintien de la paix pendant les élections rentre dans le 1^{er} domaine, i.e. la promotion de la bonne gouvernance au service du développement durable. Le volet Genre et GBV font partie du CPD courant. La violence à l'égard des enfants et des femmes demeure répandue en Guinée.

12. D'autre part le Plan Stratégique Globale 2018-2021 de l'Unicef montre parmi ses priorités le genre décrit comme Egalité entre les Sexes. Sur la base du Plan d'action pour l'égalité des sexes 2018-2021 et des efforts systémiques de promotion de l'égalité des sexes, le Plan stratégique intègre la question de l'égalité homme-femme dans chacun de ses cinq groupes d'objectifs. D'autre part l'Initiative pour la promotion du genre et de la jeunesse (GYPI) du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) du Secrétaire Général des Nations Unies est l'expression de l'engagement du Fonds en faveur d'une consolidation de la paix inclusive. Il soutient l'autonomisation des femmes et la promotion de l'égalité des sexes et reconnaît le rôle important et positif que jouent les jeunes dans la consolidation de la paix. Quant à la violence basée sur le genre, elle est une source de préoccupation majeure, comme indiqué avant. Les actes de violence ne sont pas toujours signalés ; les victimes se contentent généralement d'arrangements conclus dans le cadre des structures communautaires. La culture de l'impunité est également renforcée par un système juridique qui est souvent incapable d'appliquer rigoureusement les lois en vigueur. Les services et les professionnels qualifiés pour fournir un ensemble intégré de soins et de traitements médicaux et psychosociaux sont insuffisants en Guinée. La participation des femmes dans ce projet les a outillées pour leur donner une autoestime majeure et donc dénoncer les actes de violence. En même temps les hommes, en sachant que les femmes ont cette capacité, se limitent et évitent les actes des violences.

Image 3 : Rencontre avec une dame chef de quartier de Dixinn

Source : Evaluation Novembre 2021

CONCLUSIONS PRELIMINAIRES : PERTINENCE

PER. 1. La stratégie pour la prévention des violences avant, pendant et après les élections, était en cohérence et bien pensée. La capillarité (porte à porte, causeries éducatives dans les quartiers, etc.), utilisation des VNU communautaires, participation des forces de police, des chefs de quartier et la tentative d'inclure les autorités religieuses et les candidats aux élections ont été un succès. Le financement du Fond pour la Consolidation de la Paix (PBF) a été consistant avec son mandat. (Par. 3 à 6)

PER 2. Le VBG visé par ce projet PBF était-ce lié aux élections et aux protestes puisqu'il s'était avéré que les protestes s'étaient manifesté dans le passé par des viol ou la violence sur des femmes. Toutefois le projet Femmes Leadeurs Communautaires pour la Paix, en absence des cas similaires, s'est concentré sur le VBG familiale, o qui arrive dans la rue dans des lieux non sécurisés. D'ici la cartographie des lieux dangereux pour la sécurité des femmes et des filles dans l'espace public à Conakry. Les violences basées sur le genre et notamment les violences sexuelles sont un des principaux fléaux touchant les femmes et les enfants guinéens, particulièrement les filles. Les violences constituent une préoccupation nationale. L'implication de la Police, des Chefs de Quartiers et des Autorités Religieuses a été bien perçus par eux même et par la communauté. (Par. 4 à 5)

PER 3. Les besoins identifiés par la population cible n'ont pas tous été répondu. Et beaucoup des besoins ne sont même plus perceptibles par la communauté même qui est habitué au malaise quotidien de la ville de Conakry et des sacrifices quotidien pour chercher l'argent pour la famille. Même si les différents types de violences avant pendant après les élections se sont réduit, les frustrations des jeunes du au chômage, l'inconfort de la population de certain quartier pour le manque d'eau et d'électricité, le manque d'espace pour une vie salubre, les violences familiales, entre voisins et le VBG, représentent une menace pour la paix à Conakry. Sans compter que le période de transition amènera encore à des nouvelles élections auxquelles il faudra se préparer pour prévenir les violences. (Par. 11)

PER 4. Les objectifs du PNDES en termes de Paix et Genre ont été considérés dans la planification et mise en œuvre du projet Femmes Leadeurs Communautaires pour la Paix. Tout de même les objectifs du Programme de Coopération 2018-2022 de l'UNICEF et de l'UNDAF (Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au Développement, PNUAD GUINEE 2018 – 2022) ont été pris en compte. (Par. 12 à 14)

b. EFFICACITÉ

Effacité

QE E.TÉ1 Quels sont les facteurs (internes et en dehors de l'UNICEF) qui ont contribué à l'atteinte des objectifs des interventions y compris la composante de renforcement des capacités ?

QE E.TÉ2 Quels sont les facteurs (internes et en dehors de l'UNICEF) qui ont empêché l'atteinte des objectifs des interventions y compris la composante de renforcement de capacités ? Quelles mesures correctrices, s'il y en avait, ont été adoptées pour mitiger les défis rencontrés ?

QE E.TÉ3 Quels sont les changements positifs et/ou négatifs observés chez les bénéficiaires (*partenaires institutionnels, communautés, femmes, enfants, etc.*) auxquelles le projet a contribué ?

QE E.TÉ4 Dans quelle mesure les différentes stratégies de suivi-évaluation étaient-elles adaptées pour mesurer les résultats du projet ? Et Comment pourraient-elles être améliorées ?

Image 4 : Focus group avec les femmes bénéficiaires directes dans la Mairie de Kaloum

Source : Evaluation, Novembre 2021

QE E.TÉ1 Quels sont les facteurs (internes et en dehors de l'UNICEF) qui ont contribué à l'atteinte des objectifs des interventions y compris la composante de renforcement des capacités ?

13. Tout d'abord l'innovation et l'équipe très dynamique constitué par des jeunes VNU communautaires très engagés, prévenants des différents quartiers des 5 Communes de Conakry, a apporté de l'enthousiasme qui a fait la différence dans la réalisation des activités et donc dans l'atteinte des résultats. Les VNU, guidés par UNICEF et UNDP, avec les Mairies ont œuvré à regagner du temps perdu avec le retard connu en raison de la Pandémie à Covid-19.

Ceci grâce aux stratégies d'adaptation pour répondre aux obstacles de nature pratique qui se sont manifestés aussitôt. En effet, le transport et les frais de communication pour les VNU n'avait pas été pris en compte, ce qui a été corrigé une fois le problème identifié. Également pour les femmes leaders communautaires qui ont fait propre le message du projet et ils ont compris l'esprit de nature bénévole de construction de la paix, que, après tout, était pour leur bien et le bien de leurs quartiers et donc activités économiques aussi. L'utilisation des organisations féminines non formelles a été un succès et répondait aux besoins de participation des femmes les plus démunies qui normalement ne prennent jamais la parole. Elles se sont senties outillées et étant parti de la communauté ont pu joindre les familles dans leur quartier d'une manière capillaire. Et donc assurer un rôle important dans la prévention des conflits. De plus cela a assuré la neutralité vis à vis des associations formelles parfois liées à un parti ou instrumentalisées par des politiciens. Aussi la participation du Club des Jeunes Filles leaders de la Guinée, depuis toujours engagé contre le mariage d'enfants, a été un instrument pour joindre les jeunes filles dans la communauté. En même temps la participation des VNU communautaires a rapproché les institutions locales et les femmes dans la communauté.

14. Sans doute a été reconnu par les Informant clé et les groupements informels de femmes, la présence sur le terrain des UNV communautaires a joué un grand rôle de connexion et de synergie, ils/elles étaient non pas seulement les points de contact entre les UN et les Communes, mais aussi entre les Communes et les organisations informelles de femmes. On a trouvé qu'ils ont motivé les femmes et qu'ils avaient les contacts téléphoniques et l'adresse de toutes les 800 femmes cible. Les VNU communautaires ont participé aux formations de formateurs et à la restitution de ces formations à d'autres femmes (appelées bénéficiaires indirectes). Les VNU ont assuré la bonne communication entre les femmes et les maisons des jeunes aussi qu'accompagné les femmes pendant les causeries éducatives et les sensibilisations porte à porte ou à des marches pour la paix dans leurs quartiers. Le nombre de VNU s'est révélé être peu pour des communes très larges comme Matoto et Ratoma. Ces volontaires étaient ainsi répartis : 4 sur Ratoma, 4 sur Matoto, 2 sur Dixinn, 2 sur Kaloum et 2 sur Matam.

15. Les femmes leadeurs communautaire ont été formées en vitesse dans les domaines de leadership dans la construction de la paix et le contraste au GBV. 800 femmes étaient ciblées par le projet comme bénéficiaires directes et toutes les 800 femmes ont reçu des formations en leadership féminin et méthodes de dialogue, fonctionnement des élections ; mécanismes de prévention, de gestion et de résolutions pacifiques des conflits ; prise en charge du VBG et prévention des mariages précoces des enfants et des Mutilations Génitales Féminines (MGF). Ainsi des représentants des leadeurs communautaires, des Imam

et des forces de police ont été sélectionnés et participé à la formation sur le « Rôle des Forces de sécurité dans le processus électoral ». Ces formations, ont été indispensable pour atteindre les résultats et objectifs attendus. Toutefois les bénéficiaires interviewés ont demandé plus de formation surtout sur l'autonomisation et les droits humaines. En effet les femmes interviewées manquaient des concepts de base essentiels sur les droits humaines, la société civile, la liberté, même que quelques-unes pouvaient définir la démocratie. De plus, selon les femmes et jeunes filles le projet s'est déroulé en vitesse et le nombre de formations n'a pas été suffisant pour acquérir toutes les informations et capacités nécessaires.

16. La mise en place d'un système de gouvernance, ainsi que la participation active de certains ministères a facilité l'atteinte de certains résultats. Ceci a été le cas du Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance (ministère de référence principale), le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi de Jeunes et le Ministère de la Citoyenneté et de l'Unité Nationale. En cours de route le Ministère de l'Administration du Territoire et la Décentralisation s'est ajouté avec la Section Genre. En particulier le Ministère de la Promotion Féminine, qui était le Ministère de tutelle pour ce projet, a participé vraiment activement. Le Ministère de la Jeunesse a conduit des formations en vidéo amateurs et participation aux émissions radiophonique qui ont permis d'outiller les jeunes dans la création de vidéo à diffuser sur les réseaux sociaux. Une compétition parmi les meilleurs vidéos a été aussi conduite. Les thématiques de ces vidéos étaient les routes vers la réconciliation nationale, les facteurs qui poussent les jeunes à la migration clandestine, le harcèlement sexuel en milieu de travail, le rôle des femmes dans la construction de la paix, l'excision, le mariage d'enfant, les jeunes filles en milieu scolaire, etc. La documentation de ces activités, toutefois, pourrait être une ressource si mieux exploitée. Le Ministère de la Décentralisation avec son unité Genre, a été très actif dans la connexion et suivi du projet avec les services sociaux des mairies des différentes Communes. Par contre le Ministère de la Citoyenneté a été peu actif, mais aurai pu être clé dans la préparation des formations sur la paix à partir de la Stratégie Nationale de Prévention de Conflits et Renforcement de la Citoyenneté. Ce Ministère est clé aussi dans la durabilité car la stratégie est concentrée sur la prévention plutôt que sur la répression des conflits.
17. La participation active d'autres acteurs a été très importante. Les autorités communales de la police, étant députés à l'ordre et à la sécurité, sont ceux qui préviennent des manifestations violentes o qui les répriment. En même temps ce sont ceux qui reçoivent les cas de GBV et qui font la liaison entre la justice et les services sociaux des maries. Des cadres de la police ont été formé et ils ont pu voir la collaboration de la communauté dans leurs actions. Les chefs de quartiers, certains plus que d'autres, ont participé activement soit en donnant des espaces de sensibilisation ou pour les causeries communautaires, soit en accompagnant les femmes dans les sensibilisations. Ils ont aussi facilité dans la transmission de message de paix. Les candidats de certaines parties ont aussi participé et ils ont cherché à diminuer les tensions et à ne pas inciter les jeunes à des manifestations violentes. Selon eux le multipartisme a amené un concept de conflit ethnique qu'avant n'existait pax.
18. Un accent particulier est à donner aux autorités religieuses. Cependant seulement certains Imams des mosquées des quartiers ont participé et un pasteur d'une église évangélique. Cela parce que le contact avec les autorités religieuses était laissé aux femmes leaders communautaires et la grande majorité était musulmane. Quand il y a eu des femmes chrétiennes qui sont parti informer les paroisses, elles ont trouvé une résistance, puisqu'ils ne voulaient pas se mêler dans les élections. Selon des autorités religieuses

interviewés comme l'Archevêque, il n'avait pas été informé et les religieux dans les paroisses n'ont pas bien compris de quoi il s'agissait. A noter qu'il y a une crainte d'être arrêté sans raison, parmi certains prêtres.

QE E.TÉ2 Quels sont les facteurs (internes et en dehors de l'UNICEF) qui ont empêché l'atteinte des objectifs des interventions y compris la composante de renforcement de capacités ? Quelles mesures correctrices, s'il y en avait, ont été adoptées pour mitiger les défis rencontrés ?

19. . Parmi ces facteurs, il est possible de mentionner le rôle prévu pour ONU Femmes par rapport au volet formation, lequel n'a pas vu le jour pendant le déroulement du projet pour une question de délai de contrat. Puisque ONU Femmes était l'agence déléguée au développement des curricula de formation, UNDP a comblé ce vide à la dernière minute avec des modules qui étaient livrés le jour même de la formation, sans que le Comité de Pilotage et les autres Agences puissent avoir le temps de le revoir et d'y réfléchir sur le contenu. Des outils appropriés n'ont pas toujours été développés, car il y a eu un manque de vision à 360 degrés sur le besoin de formation des femmes et jeunes filles bénéficiaires. Pourtant des curricula d'autres Pays de la Sous-Région étaient disponibles mais ils ne sont pas exploités comme il faudrait. Parmi les facteurs internes il faut mettre en évidence aussi le manque de clarté dans la division des tâches entre UNICEF et UNDP. Le faible M&E et capacité de documentation des activités accomplies a réduit les possibilités de communiquer les succès atteints et d'élaboration des rapports périodiques.

20. Parmi les facteurs externes qui ont retardé ou empêché certains résultats il faut considérer aussi le peu d'inclusion des autorités religieuses en générale et de certains groupes religieux en particulier. Ce sont eux qui sont plus en contact avec la communauté lors des prières et qui ont la possibilité de parler aux groupes cibles dans des moments de réflexion ou à la sortie de la prière dans les mosquées ou églises. D'une part ceux qui ont été sensibilisés n'ont pas été comptabilisés, de l'autre les imams ou prêtres n'ont pas tous été inclus, ni outillés par des formations ni avec des outils de collecte de données. Même chose on peut dire pour les personnes touchées par les Chefs de Quartiers, les leaders de parties, etc. La dimension des communes a été aussi un facteur négatif combiné avec le nombre limité des UNV dans ces communes et le manque de frais de transport et de communication soit pour les UNV que pour les femmes leaders communautaires. Il est à remarquer que le projet s'est déroulé pendant le confinement dû au COVID qui a retardé la mise en œuvre des activités. UNICEF et UNDP ont été toutefois à mesure d'adapter leur plan de travail à la situation contingente.

QE E.TÉ3 Quels sont les changements positifs et/ou négatifs observés chez les bénéficiaires (*partenaires institutionnels, communautés, femmes, enfants, etc.*) auxquelles le projet a contribué ?

21. La réalisation d'une étude de base et d'une étude finale avait pour but de mesurer le changement connu au sein des populations et notamment la contribution du projet. L'étude finale du projet a montré une amélioration des indicateurs par rapport à la situation de base.

- Les violences de manière globale ont connu une baisse de – 14,2 points. Elles sont passées de 88,9% à 74,7%.
- Le niveau de confiance des leaders communautaires dans la résolution pacifique des conflits communautaires et électoraux a augmenté de 31,5 points (76,5 % à 92,1%).

- Le niveau de confiance des femmes et filles dans la résolution pacifique des conflits communautaires et électoraux a augmenté de 7,5 points (73,8% à 81,3%).
- Le niveau de perception des femmes et jeunes filles sur leurs sentiments de sécurité dans les espaces publics (Sentiment de sécurité) a augmenté de 11,5 points (44,2 % à 55,7%).
- Les VBG ont connu une légère amélioration avec une baisse de -1,6% (88% à 86,7%).
- La confiance des populations sur les actions menées par les femmes et filles a connu une amélioration passant de 18,9% à 25,7%.³

22. La réalisation d'une cartographie des organisations non-formelles des femmes et jeunes filles, a permis de recenser 312 organisations et réseaux. Les changements positifs et/ou négatifs observés chez les bénéficiaires (partenaires institutionnels, communautés, femmes, enfants, etc.) auxquelles le projet a contribué sont passés par le renforcement des capacités :

- Réalisation d'une série de formations et déploiements de 800 femmes et filles leaders sur la Prévention et Gestion des Conflits, les VBG, les plaidoiries et sur les techniques des Dialogues Communautaires.
- Formation de 260 Jeunes filles sur le leadership transformationnel, la prise de parole en public et le réseautage.
- Formation de 80 acteurs locaux et de 80 agents de sécurité, dont 90 femmes les techniques de prévention et gestion des conflits puis outillés sur les mécanismes nationaux et internationaux relatifs à la gestion des manifestations populaires en période électorale.
- Formation de 25 Journalistes, blogueurs et acteurs de la société civile dont 18 femmes et 7 hommes sur les rôles et responsabilités des médias.
- Formation et déploiement de 125 jeunes dont 56 filles sur les techniques de production des vidéos en matière de réduction des conflits et des violences basées sur le genre. 120 Vidéos ont été produites.

23. A cause du nombre de personnes (F/H) touchées par les activités de sensibilisation avant, pendant et après les élections on a pu constater moins de violences parmi les jeunes et les hommes, souvent à l'origine de ces violences, dû à cette intervention et donc un changement de comportement du aux sensibilisations. La femme est mère, épouse et sœur et donc a une influence considérable dans la famille et donc dans la communauté, selon les informant clé interrogés. Donc le changement positif a été participer aux élections d'une manière calme et non violente. Cela a été mesuré par l'étude finale. Comparée avec la situation de base, il est apparu dans cette étude finale que la fréquence des violences a connu une baisse plus ou moins significative en passant de 88,9% à 74,7% soit un recul de -14,8%. Cette amélioration pourrait être due à l'effet positif des actions de prévention menées sur le terrain tel que ce projet qui a réussi à mobiliser des milliers de femmes en faveur de la paix à l'échelle communautaire dans la ville de Conakry. Toutes les personnes interviewées ont manifesté des perceptions d'une diminution de conflits dans tous les quartiers à part Matam. Cela peut être lié au fait que la commune de Matam est plus peuplée mais aussi plus pauvre.

Tableau 8 : Fréquence des violences électorales entre étude de base et étude finale par commune

³ UNICEF-UNDP-UNV/PBF Etude finale du projet « Appui aux femmes leaders communautaires pour la prévention des éventuels conflits liés aux élections législatives et présidentielles de 2020 » Juillet 2021

	Etude de base (%)	Etude finale (%)	Ecart
Dixinn	89,1	59,6	-29,5
Kaloum	95,5	90,0	-5,5
Matam	83,3	89,6	+ 6,3
Matoto	89,3	76,7	-12,6
Ratoma	93	74,7	-18,3

24. Si auparavant les femmes se retiraient à la maison pendant les élections cette fois ci elles ont pu non pas seulement continuer à travailler mais se sentir protagonistes dans la construction de la paix. 30 503 personnes des organisations formelles, informelles ainsi que les autorités et acteurs locaux dont 21 700 femmes et filles ont participé à 2 194 séances de dialogues communautaires animées par les 800 femmes et jeunes filles leaders sur la paix, la réduction des conflits ainsi que des violences basées sur le genre. Le niveau de satisfaction des femmes et jeunes filles ciblées en milieu communautaire sur l'accompagnement reçu a été élevé, surtout parce que on parle des femmes parfois qui ne savent ni lire ni écrire et qui normalement ne prennent pas la parole en public. Ces femmes et jeunes filles ont des connaissances accrues et des nouvelles compétences en matière de prévention et résolution de conflits, de connaissance des ses droits des femmes que les hommes font plus attention envers elles car ils ont compris qu'elles connaissent leurs droits maintenant.
25. Une fois renforcées, les femmes et jeunes filles leaders ont développé une panoplie d'activités telles que les dialogues communautaires pour sensibiliser leurs paires sur le maintien de la paix et la gestion des conflits. En termes de résultats, ces activités ont contribué à changer la perception de beaucoup de personnes au sein des communautés et améliorer leurs connaissances sur les stratégies de gestion des conflits qu'ils soient d'origine électorale ou d'autres. La comparaison des résultats clés de l'étude de base avec ceux issus de l'étude finale montre qu'il y a eu une amélioration dans la plupart des cas au niveau des indicateurs clés, comme le montre l'Etude finale. Les groupements informels des femmes ont demandé d'être mises en réseau pour continuer le travail sur la paix lorsque nécessaire. En même temps ils ont demandé plus des formations sur des métiers précis pour leur autonomisation et aussi des cours de gestion d'entreprise. Le risque de devenir des réseaux formels est là, aussi que le risque de perdre leur neutralité une fois qu'elles constituent des associations formelles et reçoivent des fonds. En réalité il aurait été suffisant de créer un registre des association informelles et non pas les découper un groupe de 25. En plus certaines ont été appelées d'autres ne savent rien. Cela fera perdre la confiance dans l'UNICEF et le UNDP pour un programme futur où l'on demande la libre participation non rémunérée des femmes. Demande d'un plus fort investissement sur elles-mêmes pendant le projet, soit en AGRs, soit en moyen de communication ou de structures (ex tentes et chaises) pour les causeries éducatives.
26. D'autre part le niveau de perception des femmes et jeunes filles sur leur sentiment de sécurité dans les espaces publics est amélioré aussi grâce à la réalisation de l'enquête participative des endroits non sécuritaires pour les femmes et jeunes filles dans les espaces publics de Conakry, ainsi que la mise en place du plan d'action développé par le Groupe de Réflexion. Cette démarche les a associées et consulté en tant qu'actrices centrales de cette dynamique. Les partenaires institutionnelles ont été positivement touché par le projet et certains d'entre eux ont démontré la volonté à un engagement majeur lors de la possible

continuation du même projet. Fragilité des relations bien que démunies, les services sociaux des maries ont tout fait pour soutenir le femmes leadeurs à se rapprocher de la communauté, y inclus les maisons des jeunes qui ont un rôle à jouer dans la paix et qui pourraient faire appel aux organisations non formelles des femmes pour des campagne de masse mais aussi pour certaines activités, comme maintenir propres les Maisons des Jeunes. 231 510 Personnes ont été touchées par la réalisation de la campagne de masse dans les maisons des jeunes, sur les réseaux sociaux et sites ainsi que sur les médias.

QE E.TÉ4 Dans quelle mesure les différentes stratégies de suivi-évaluation étaient-elles adaptées pour mesurer les résultats du projet ? Et Comment pourraient-elles être améliorées ?

27. Tout d'abord le cadre de résultats ne contient pas les indicateurs des progrès mais seulement les résultats attendus. Cela est une limitation puisque c'est impossible de mesurer l'impact dans un court délai de 12 ou 18 mois. Toutefois il semble que cela soit une exigence du PBF. Il y avait des outils de collecte de donné qui ont été préparés au fur et mesure que les activités se sont déroulées. Toutefois c'était que les responsables des groupements de femmes qui pouvaient collecter les données et pas les autres participants comme les policiers, les chefs de quartiers ou les autorités religieuse. Les bénéficiaires indirectes donc apparaissent Under estimées. D'ailleurs il 'n'y avait pas un plan de suivi et évaluation et le monitoring était confié à un UNV qui n'avait pas acquis l'expertise nécessaire. La Théorie ce Changement comprenait toutes les informations nécessaires, toutefois la corrélation entre pré conditions et résultats espérés, auraient pu être mieux explicitées ainsi que les questions transversales. (Voir illustration ToC Annexe 5)
28. Le 800 femmes cible étaient les Bénéficiaires directes, mais aussi les femmes formées par les 800 femmes, par de Formations des formateurs, étaient définies comme bénéficiaires directes. Le projet les a appelés bénéficiaires indirectes mais en réalité les bénéficiaires indirectes étaient les personnes sensibilisées en large échelle, ou dans les sensibilisations porte à porte, où à la sortie de la mosquée, etc. que, comme énoncé avant n'ont pas été vraiment comptabiliser par manque de outils et de formations appropriés à ceux qui ont fait les sensibilisations à qui on arait pu confier la tâche.
29. L'Etude finale a été fait trop tôt et de toute façon c'est impossible des mesurer des résultats par des perceptions ou opinion, en plus parmi 2 groupes diffèrent comparés aux groupes de l'étude de base. On peut donc dire que l'étude finale n'était pas si nécessaire, ni pas tellement approprié, et qu'il aurait pu être cumulé avec l'évaluation finale. Les études qualitatives confirment les données quantitatives. L'étude finale était une étude d'impact, que comme bien dit dans les TORs de l'évaluation finale, ne peut pas être mesuré après un an et surtout sans des indicateurs SMART (Spécifique, Mesurable, Achievable, Relevant and Time-bound).

CONCLUSIONS : EFFICACITÉ

EFF.TÉ 1. La caractéristique innovante du projet a été l'utilisation des VNU communautaires pour la mobilisation sociale et les groupements informelles des femmes qui ont garantis la neutralité et la capillarité dans la communauté. Ceci s'est montrée efficace puisque a impliqué des VNU et des femmes qui vivent dans la communauté et au sein des familles. La femme est mère, sœur, épouse et est incontournable pour joindre les jeunes et les hommes, souvent les plus impliqué dans des actes des violence lors des élections ou des manifestations. (Par 15 à 16)

EFF.TÉ 2. Les formations, ont été indispensables pour atteindre les résultats et objectifs attendus. Toutefois, les bénéficiaires croient que plus de formation, surtout sur l'autonomisation et les droits humaines, aurait été nécessaires. En effet, une des femmes interrogées manquait des concepts essentiels relatifs droits humains, la société civile, la liberté, même que quelque unes pouvaient définir la démocratie. De plus, selon les femmes et jeunes filles, le projet s'est déroulé en vitesse et le nombre de formations n'a pas été suffisant pour acquérir les informations nécessaires. (Par 17)

EFF.TÉ 3. Le niveau d'implication et d'inclusion des autorités religieuses n'a pas été bien pensé ni exploité, pourtant ils sont en contact avec la communauté à travers les mosquées, les églises, et les œuvres comme les écoles et centre de santé. De plus des groupements des femmes sont liés à la solidarité et au secours des plus faibles, et donc potentiellement en contact avec beaucoup de monde qui pourrait être sensibilisé. Cette relation de collaboration avec les leaders religieux a été laissé aux femmes bénéficiaires dans les quartiers alors qu'une approche formelle avec les Chefs religieux aurait pu aider à faire comprendre le porté du projet Femmes Communautaire Leaders de Paix. (Par. 19 à 20)

EFF.TÉ 4. Parmi les facteurs internes qui ont empêché ou retardé l'atteinte des objective il faut noter que le développement des curricula de formation prévu pour ONU Femmes a été retardé par une question de délai de signature de contrat. Par conséquence, le PNUD a comblé ce vide à la dernière minute avec des modules qui n'étaient pas suffisamment développés ni révisés par le Comité Technique. Des curricula d'autres Pays de la Sous-Région sont disponibles et auraient pu être adaptés. Le confinement du au COVID 19 a affecté la mise en œuvre et UNICEF et PNUD ont adapté leur plan de travail à la situation contingente. Matériels pour la prévention telles que masque et désinfectant ont été acheté et distribués. (Par 21 à 22)

EFF.TÉ 5. Les communes demandaient plus d'UNV mais le nombre des UNV est resté limité à 14. Les frais de transport et pour les appels téléphoniques n'étaient pas budgétisé et cela a rendu difficile leur travail, malgré que cela a été corrigé en cours. Les facilitations pour les déplacements des femmes leadeurs n'était pas non plus prévu, ni des facilitations pour les causeries communautaires comme les tentes et les chaises ou l'eau pour boire. (Par. 22)

EFF.TÉ 6. Grace au nombre de personnes (F/H) touchées par les activités de sensibilisation avant, pendant et après les élections on a pu constater moins de violences parmi les jeunes dû à cette intervention et donc un changement de comportement du aux sensibilisations. Si auparavant les femmes se retiraient à la maison pendant les élections s cette fois ci elles ont pu non pas seulement continuer de travailler mais se sentir protagonistes de la paix. Un nombre majeur de femmes et jeunes filles ont accru leur connaissances et compétences en matière de prévention et résolution des conflits, mais aussi sur le GBV et leurs droits de femmes. Cela a permis une majeure capacité des femmes et jeunes filles de prendre la parole en public et s'intéresser aux

cas de GBV dans le voisinât. Par conséquent les hommes font plus attention aux violences familiale en sachant que les femmes peuvent parler et faire valoir leurs droits. (Par. 25 à 27)

EFF.TÉ 7. Le coté M&E a besoin d'une meilleure programmation et acquisition de compétences spécifiques. Il n'y avait pas un plan de suivi et le monitoring était confié à un UNV qui n'avait pas l'expertise nécessaire. Tout d'abord le cadre de résultats ne contient pas les indicateurs des progrès mais seulement les résultats attendus. De plus les outils pour la collecte de données ont été créés au fur et mesure des activités et des formations appropriées n'ont pas été délivrés étant que c'étaient les responsables des groupements de femmes qui pouvaient collecter les données. Les autres participants comme les policiers, les chefs de quartiers ou les autorités religieuses n'ont pas été outillé avec des fiches pour la collecte de données après les sensibilisations, ce qui fait que les bénéficiaires indirectes donc apparaissent sous estimées. D'ailleurs il y a eu une confusion dans l'appellative bénéficiaires indirectes pour les femmes formés par les TOTs. L'Etude finale a été fait trop tôt et de toute façon c'est impossible des mesurer des résultats par des perceptions. (Par. 29 à 31)

c. EFFICIENCE

Efficiencie

QE E.CE1 Pour chacun des domaines d'intervention du projet, dans quelle mesure les ressources financières, humaines et les biens ont été :

- i. Suffisantes (en termes de quantité) par rapport aux besoins identifiés et aux résultats escomptés ?
- ii. Adéquates (en termes de qualité) par rapport aux résultats escomptés ?
- iii. Déployées à temps ?

QE E.CE2 Dans quelle mesure les mêmes résultats auraient-il pu être atteints par d'autres alternatives moins couteuses ?

QE E.CE3 Quels sont les facteurs de gestion qui ont favorisé ou empêché l'efficiencie du projet ?

Image 5 : Interview avec des Imam d'une mosquée de Conakry

Source : Evaluation Novembre 2021

QE E.CE1 Pour chacun des domaines d'intervention du projet, dans quelle mesure les ressources financières, humaines et les biens ont été :

- iv. Suffisantes (en termes de quantité) par rapport aux besoins identifiés et aux résultats escomptés ?**
- v. Adéquates (en termes de qualité) par rapport aux résultats escomptés ?**
- vi. Déployées à temps ?**

30. A partir de l'analyse financière du budget initiale par résultats on a évalué si les ressources étaient suffisantes, adéquates et déployée à temps. Tout d'abord à travers le budget par résultats on ne voit pas les couts détaillés de chaque activité. On ne sait pas par exemple le 20,000 USD pour la cartographie des organisations non formelles si cela correspond seulement au consultant ou à d'autres types de dépenses. Les dépenses sont bien distinguées par activité et produit entre PNUD et UNICEF. Quant à la colonne 6, pourcentage du budget pour chaque produit ou activité réserve pour action directe sur égalité des sexes et autonomisation des femmes (GEWE) (cas échéant) 95% ce n'est pas clair quoi cela signifie, quelle information cela peut donner et pour faire quoi. Tandis que la colonne 9 montre que au 21 Septembre 2021 il avait été dépensé 19.223,50/20,000 USD. La première observation est qu'une telle manière de faire le rapport financier n'est pas beaucoup utiles d'un côté programmatique pour comprendre ce que on a sous-estimé ou surestimé et si les activités ont été menées à temps. Tout de même le sous total projet budget et ce qui reste et qui est engagé ce n'est pas claire comment c'est distribué entre UNICEF et UNDP et si tout a été engagé. Le projet a connu une extension sans cout de juin à Septembre 2021 et après Décembre 2021 a été donné comme dernier délais pour fermer toutes les activités.

31. La deuxième observation par exemple activité 1.1.6 (Stratégie des acteurs communautaires et forces de sécurité visant la protection des femmes et des filles dans les espaces publics) 70,000 USD est budgétisé pour UNICEF et 20,000 USD pour UNDP. Toutefois on ne comprend pas à travers le budget quel est le rôle de l'UNICEF et lequel de UNDP. Ça aurait été mieux de complètement séparer les activités et les produits ? Pourquoi cela n'a pas été fait. Quelle est la valeur ajoutée de partager une activité ? Cela peut créer de la confusion ? Pourquoi il n'y a pas une portion de budget géré directement par UNV ? N'aurait pas été mieux que UNV puisse prévoir d'une manière plus réaliste tous les couts que le recrutement d'un UNV comporte ? Le produit 1.2 est complètement budgétisé sous UNDP ? Cela correspond à la réalité de la mise en œuvre ? Il serait important de se poser ces questions dans le cas de soumission d'un nouveau projet afin que on puisse réfléchir sur ce que cela va impliquer lors de la mise en œuvre.

32. En termes de quantité, les ressources disponibles n'ont pas été suffisantes par rapport aux besoins identifiés et aux résultats escomptés. En effet, les ressources financières étaient vraiment limitées et pas du tout suffisantes soit tenant compte du nombre de population, de la dimension de la ville et des résultats attendus. En plus le fonds PBF GYPI ont une limite de 2 Million USD qui auraient pu être demandés par les agences et disponibles en totalité. L'abnégation des femmes leaders communautaire d'une partie, le focus sur les organisations informelles des femmes ont permis d'atteindre beaucoup d'autres femmes, et

de sensibiliser en nombre important de familles, des jeunes et des hommes. Cet engagement toutefois, gratuit, en utilisant des moyens propres, pour des femmes déjà pauvres, n'est pas soutenable. Il faut se dire que des promesses ont été faites que on ne sait pas si on pourrait les maintenir. Les femmes leaders communautaires, d'autre part, avaient perçu les interventions comme incomplètes de quelque volet comme formation et autonomisation des femmes.

Tableau 9 : Budget du projet par résultats

	UNICEF + UNDP	UNICEF \$	UNDP \$	UNICEF + UNDP \$	UNICEF + UNDP \$	UNICEF \$	UNDP \$	Total dépensé \$
RESULTAT 1:	Les violences communautaires, intercommunautaires, politiques, y compris les Violences Basées sur le Genre (VBG) et les affrontements entre les forces de sécurité et la population (y compris les jeunes) sont réduites avant, pendant et après les élections législatives et présidentielles de 2020, ceci grâce à la participation effective des femmes et jeunes filles en milieu communautaire							
Produit 1.1:	800 femmes et jeunes filles leaders communautaires participent activement aux processus de prévention et gestion des conflits dans les zones cibles							
Activite 1.1.1:	Cartographie des organisations non formelles de femmes et jeunes filles leaders communautaires		20.000,00	20.000,00	95%		19.223,50	19.223,50
Activite 1.1.2:	Identifier 800 femmes (30% jeunes filles) leaders communautaires 5 communes de Conakry		10.000,00	10.000,00	95%			
Activite 1.1.3:	Former 800 femmes et jeunes filles leaders communautaires sur leur rôle dans la prévention et la gestion des conflits		40.000,00	40.000,00	95%		40.000,00	40.000,00
Activite 1.1.4	Organiser une série de séances de formation sur le leadership féminin, la prise de parole en public, la participation citoyenne et l'égalité de genre pour les jeunes filles		15.000,00	15.000,00	95%		15.000,00	15.000,00
Activite 1.1.5	Cartographie des endroits non-sécuritaires pour les femmes et jeunes filles ou à haut risque de Violence Sexuelle	40.000,00		40.000,00	95%	34.280,00		34.280,00
Activite 1.1.6	Stratégie des acteurs communautaires et forces de sécurité visant la protection des femmes et des filles dans les espaces publics	70.000,00	20.000,00	90.000,00	95%	58.675,31	18.780,00	58.675,31
	Produit total	110.000,00	105.000,00	215.000,00		92.955,31	93.003,50	167.178,81

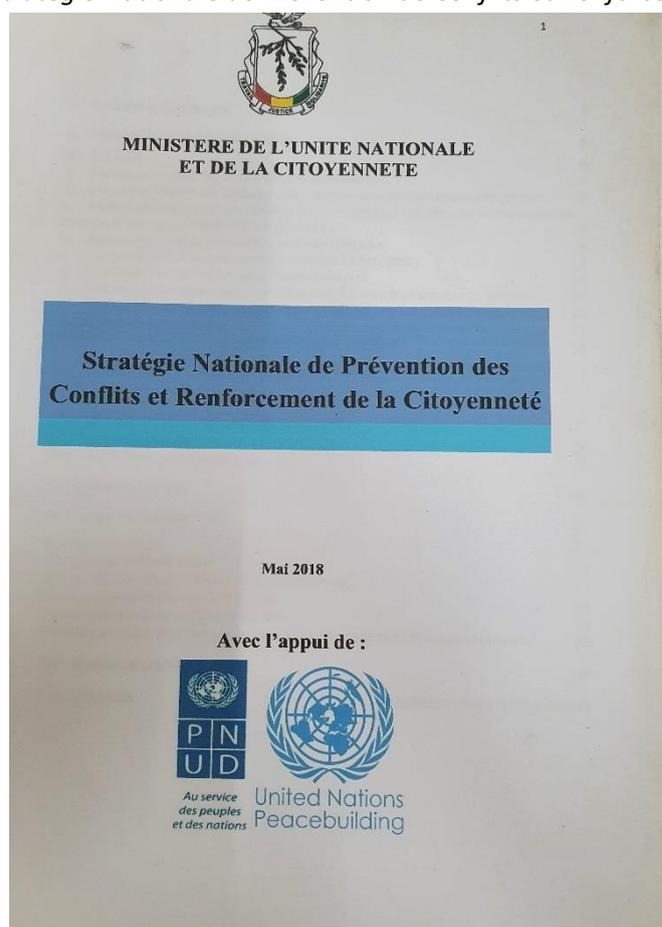
Produit 1.2: Les journalistes, les chefs de district/secteurs, Maires, Conseillers communaux, jeunes filles/garçons et forces de sécurité sont conscients du rôle des femmes et jeunes filles dans la prévention et la résolution des conflits								
Activite 1.2.1	Former les acteurs locaux (leaders communautaires, autorités, jeunes) sur le rôle des femmes et jeunes filles leaders dans la prévention et la gestion de conflits		30.000,00	30.000,00	95%		25.389,53	25.389,53
Activite 1.2.2	Former les forces de sécurité hommes/femmes (policiers, gendarme, militaire, etc.) sur la prévention et la gestion des conflits		30.000,00	30.000,00	95%		28.000,00	28.000,00
Activite 1.2.3	Sensibiliser et outiller les journalistes (radio, TV, presse), les jeunes filles et garçons, sur les techniques de communications		20.000,00	20.000,00	95%		29.637,10	29.637,10
	Produit total		80.000,00	80.000,00	76.000,00		83.026,63	83.026,63
Produit 1.3: Les acteurs communautaires (leaders politique et religieux, responsables des médias, la société civile) dialoguent sur la nécessité d'avoir des élections apaisées grâce à la médiation des femmes et jeunes filles leaders communautaires								
Activite 1.3.1	Sessions de dialogue entre les membres des organisations communautaires non formelles de femmes	40.000,00		40.000,00	95%	42.621,00		50.975,98
Activite 1.3.2	Sessions de dialogue avec jeunes, médias, leaders communautaires, collectivités locales sur la nécessité d'élections apaisées en 2020 et sur le rôle des femmes dans la prévention et la gestion des conflits	35.000,00		35.000,00	95%	36.785,00		36.785,00
Activite 1.3.3	Campagnes de sensibilisation de masse sur l'importance de la paix et la cohésion sociale, à travers les SMS, les réseaux sociaux et les maisons de jeunes	30.000,00	20.000,00	50.000,00	95%	31.449,83	16.133,72	31.449,83
Activite 1.3.4	Accompagner les jeunes filles et garçons dans la production et la diffusion de vidéo et autres	60.000,00		60.000,00	95%	57.364,94		57.364,94

	contenus média sur, la prévention et la résolution des conflits							
Activite 1.3.5	Organiser une journée sur la thématique « Tous et toutes pour la paix » concert, festival, match de football, marche blanche		50.000,00	50.000,00	95%		28.000,00	
	Produit total	165.000,00	70.000,00	235.000,00	223.250,00	168.220,77	72.133,72	176.575,75
Produit 1.4:	Les organisations féminines non formelles échangent les informations, les expériences et les bonnes pratiques entre elles pour contribuer à la prévention et la résolution des conflits							
Activite 1.4.1	Sessions d'échange des organisations non formelles de femmes sur prévention de conflits et consolidation de la paix		40.000,00	40.000,00	95%		40.000,00	
Activite 1.4.2	Plaidoyer auprès des leaders politiques, des organisations 'formelles' de femmes et de la société civile, des médias, des institutions républicaines (médiateur national, CENI...) pour des élections apaisées		20.000,00	20.000,00	95%		15.469,25	
	Produit total		60.000,00	60.000,00	57.000,00		55.469,25	
Cout de personnel du projet si pas inclus dans les activités	Coûts du personnel de gestion et de mise en œuvre	250.000,00	50.000,00	300.000,00	95%	217.386,84	29.578,60	120.560,68
Couts opérationnels si pas inclus	Couts de fonctionnement, fournitures, papeterie, carburant, communication, visibilité	50.000,00	15.000,00	65.000,00	95%	83.505,00	20.706,61	89.487,29
Budget de suivi	Suivi et évaluation du projet	75.000,00		75.000,00	95%	55.068,00		55.068,00
Budget pour l'évaluation finale	Réalisation d'une évaluation finale indépendante	40.000,00		40.000,00	95%			39.650,00
	Coûts supplémentaires total	415.000,00	65.000,00	480.000,00	456.000,00	355.959,84	50.285,21	304.765,97
		UNICEF	UNDP	UNICEF+UNDP	Budget GEWE	UNICEF	Dépenses + PO UNDP	Engagement
SUB-TOTAL PROJECT BUDGET:		690.000,00	380.000,00	1.070.000,00	1.016.539,00	617.135,92	731.586,16	96.826,16

Indirect support costs (7%): GMS	48.300,00	26.600,00	74.900,00	71.157,73	37.338,64	13.921,95	
TOTAL PROJECT BUDGET:	738.300,00	406.600,00	1.144.900,00	1.087.696,73	654.474,56	745.508,11	

33. En termes de qualité les fonds ont été partiellement adéquates par rapport aux résultats escomptés. Avant tout la quantité a affecté aussi la qualité. Peu d'argent signifie sacrifier quelque chose que parfois peut être vitale. On se réfère à la composante M&E comme avant énoncé mais aussi à la composante communication et documentation pour ce qui concerne UNICEF. On se réfère à la composante Formation pour ce qui concerne UNDP. Un majeur investissement aurait pu aller à la collaboration avec les Mairies pour la composantes autonomisation des femmes et prise en charge du GBV. Un majeur investissement desserve aussi la participation des Ministères dans la formulation des modules des formation sur la base de la stratégie Prévention des Conflits et Renforcement de la Citoyenneté.

Figure 3 : Cover de la Stratégie Nationale de Prévention de Conflits et Renforcement de la Citoyenneté



QE E.CE2 Dans quelle mesure les mêmes résultats auraient-il pu être atteints par d'autres alternatives moins couteuses ?

34. A partir des considérations faites avant il n'y avait pas moyen d'atteindre les mêmes résultats par d'autres alternatives moins couteuses. Le budget par catégorie de cout de l'ONU montre 34% cout de personnel pour UNICEF. Si cela incluait les UNVs pourquoi on n'a pas mis cela sur une autre ligne. En effet le personnel technique normalement ne fait pas partie de cout du personnel mais des activités. Les services contractuels

normalement sont des sub grant à une ONG de mise en œuvre. Dans ce cas, vu le moment particulier, on a préféré, justement de faire la mise en œuvre directe à travers du staff temporaire (consultants) ou VNU pour garantir la neutralité di projet. UNICEF avait 42% du budget et UNDP 61% en services contractuels. Était ONU Femmes prévu dans cette ligne de budget ? Qu'est-ce que c'est passé ? Pourquoi on n'a pas pu finaliser le contrat avec ONU Femmes ? Etant donné que l'ONU Femmes ne se trouve pas sur place les agences les négociations pour la tenue des formations n'ont pas été favorisés.

Tableau 10 : Budget de projet PBF en objet par catégorie de cout de l'ONU

	UNICEF		PNUD		TOTAL	%
1. Personnel et autres employés	\$ 250.000	34%	\$ 78.400	19%	\$ 328.400	29%
2. Fournitures, produits de base, matériels	\$ 75.000	10%	\$ 43.600	10%	\$ 118.600	10%
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	\$ -		\$ -		\$ -	
4. Services contractuels	\$ 315.000	42%	\$ 247.000	61%	\$ 562.000	49%
5. Frais de déplacement	\$ -				\$ -	
6. Transferts et subventions aux homologues	\$ -		\$ -		\$ -	
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	\$ 50.000	7%	\$ 11.000	3%	\$ 61.000	5%
Sous-budget total du projet	\$ 690.000	93%	\$ 380.000	93%	\$ 1.070.000	93%
Coûts indirects (7%):	\$ 48.300	7%	\$ 26.600	7%	\$ 74.900	7%
TOTAL	\$ 738.300	100%	\$ 406.600	100%	\$ 1.144.900	100%

35. On remarque que la ligne de budget frais de transport est complètement vide alors que les VNU et les femmes leaders ont dû mettre leur propre moyen pour se déplacer et cela n'était pas réaliste. Il faut remarquer, que le transport n'avait pas été budgétisé alors que le PBF prévoyait une ligne de frais de déplacement. Cela a dû être rectifié plus tard surtout pour survenir aux besoins de mouvement des VNU dans les Communes. Même chose a été pour le cout de téléphone qui ne ressort dans aucune de ligne budgétaire et pourtant les VNU ont dû beaucoup appeler, pour l'organisation des causeries et des activités dans les quartiers aussi que les femmes des organisations informelles. La communication aurait pu être budgétisé sur fournitures, produits de base et matériels, mais 10% du budget soit pour UNICEF que pour UNDP était vraiment peu. D'autre part aucun changement budgétaire a été observé. En effet lors d'une révision budgétaire, des colonnes additionnelles pour montrer les changements auraient pu être incluses.

36. Pendant que le budget par résultats et activités fait beaucoup de sens, lorsque on le rapproche avec le budget par catégorie budgétaire c'est difficile de faire la liaison avec les activités. On remarque aussi que les services contractuels, pas spécifiés, étaient la plupart du budget i.e. 42% pour UNICEF et 61% pour le UNDP (49% en moyenne). Une partie des services contractuels, auraient pu être mis en œuvre par les Ministères et les Mairies s'ils avaient les capacités et la promptitude de le faire. Il était planifié que UNDP engage UNWOMEN pour la préparation des modules de formation. Toutefois, pour des imprévus bureaucratiques cela n'est pas arrivé à temps. Par conséquence UNDP a dû recruter directement des consultants, étant que ni les Ministères préposés ni UNWOMEN avait pu être engagés. La qualité des modules de formation en a ressenti et beaucoup des modules ont été délivrés le matin même de la formation, sans la possibilité de révision par quelqu'un ni par les membres du Comité de Pilotage.
37. Le tableau en bas reporte les dépenses au 21 Septembre et le % de réalisation. Il ressort que les frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs sont très haut et ont dépassé énormément ce qui avait été prévu, 179% pour UNICEF et 517% pour le UNDP. Cela arrive probablement parce que des lignes de budget n'avaient pas bien été énoncés (frais de déplacement, téléphone etc.) ou mais aussi parce que les vraies lignes concernées comme le staff dans le cas du UNDP n'ont pas été épelées et/ou chargées correctement ? Ça reste à clarifier le fait que UNICEF avait un engagement de \$ 150.906,06 (tandis que dépensé 98%) et UNDP de \$ 37.029,32 (tandis que dépensé 96%). On se demande si l'UNICEF a dépassé la ligne de budget de cout indirectes (7% ou 77% ?). et UNDP même chose (7% ou 89% ?). De plus, pour ce qui concerne UNDP on doit remarquer que la ligne de budget pour le staff n'a pas été du tout chargé. S'agit-il d'un problème de réallocation des dépenses sur les lignes appropriées ? Y avait-il moyen de faire différemment et avec moins des ressources ? Il ne semble pas, mais surement les outils de rapportage n'aident pas à une bonne analyse pour une utilisation plus appropriée et efficiente des ressources.

Tableau 11. Etat de réalisation budgétaire par catégorie au 21 Septembre 2021

CATEGORIES	SOLDE TOTAL	% de Realisation UNICEF	% de realisation PNUD
1. Personnel et autres employés	\$ 217.386,84	87%	0%
2. Fournitures, produits de base, matériels	\$ 26.219,03	31%	7%
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	\$ 57.037,60	0%	0%
4. Services contractuels	\$ 351.693,42	36%	97%
5. Frais de déplacement	\$ 12.964,03	0%	0%
6. Transferts et subventions aux homologues	\$ 238.934,57	0%	0%
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	\$ 146.240,27	179%	517%
Sous-total	\$ 1.050.475,76	99%	96%

8. Coûts indirects*	\$ 61.086,68	77%	89%
TOTAL	\$ 1.111.562,44	98%	96%

QE E.CE3 Quels sont les facteurs de gestion qui ont favorisé ou empêché l'efficacité du projet ?

38. Parmi les facteurs qui ont empêché l'efficacité du projet ou mieux diminué l'efficacité, il y a eu le traitement économique des UNV communautaires et leur frais de communication et déplacement qui n'avaient pas été pris en compte, des moyens pour satisfaire les besoins des femmes leaders communautaires telles que l'autonomisation par des cours en entrepreneuriat et des AGRs comme saponification, teinture, couture, restauration, etc.

Image 6 : Entretien avec jeunes filles de Matoto

Source : Evaluation novembre 2021

CONCLUSIONS : EFFICACITÉ

EFF.CE 1. La présentation du rapport financier ne donne pas des informations claires et détaillées. Les ressources financières étaient limitées par rapport à l'envergure, les domaines d'intervention, et l'étendue géographique du projet. On estime que les 5 Communes de Conakry aient une population de, à peu près, deux millions d'habitants, représentant un sixième de la population totale du pays. Pour y faire face le projet c'est concentré sur la réalisation des activités mais a dû diminuer le nombre de UNVs déployés sur le terrain. Le suivi des activités a été aussi pénalisé et réduit à moins de l'essentiel. Les activités pour l'autonomisation des femmes et des jeunes ont été aussi pénalisés, car la paix passe aussi par la diminution des frustrations pour la survie. (Par. 32 à 34)

EFF.CE 2. Si les ressources étaient adéquates en termes de type d'activités, ne l'était pas en termes de qualité qui, en partie dépend aussi de la quantité de ressources. En effet une majeure participation des Ministères concerné aurait pu améliorer la qualité des modules de formation et de l'accompagnement dans la mise en œuvre. la planification n'avait pas été accrue pour prévoir les besoins de mobilisation, transport et communication. D'ailleurs l'approche était nouvelle et innovante, et l'implémentation directe a fait remarquer nombreux besoins liés aux activités mais aussi à la pandémie de COVID 19. De plus, les femmes qui ne se sont pas épargnées dans l'effort de sensibiliser la communauté à la paix, avaient laissé à la maison les difficultés de survie au quotidien que le projet aurait pu prendre en compte avec des formations en entrepreneuriat comme elles même avaient demandé. (Par. 35)

EFF.CE 3 La pandémie de COVID 19 a retardé significativement les activités. Si l'équipe du projet a pu se rattraper en termes de quantité d'activité prévues et mises en œuvre, la qualité en a ressenti. Cela s'est avéré surtout dans

les formations dont les modules n'ont pas été bien développés ni ont été compréhensives. De même le M&E a été pénalisé. (Par. 32)

EFF.CE 4 Les mêmes résultats n'auraient pas pu être atteints par d'autres alternatives moins coûteuses puisque les fonds étaient déjà limités. Toutefois des stratégies pour améliorer la qualité auraient pu être parcourues surtout à travers l'assistance technique de quelque département ministérielle spécialisés dans les thématiques paix et genre Mini de la Citoyenneté, Min de la Décentralisation. Par contre le Ministère de la Jeunesse et le Ministère de la Famille ont activement participé. (Par. 36)

d. COHERENCE

Cohérence

QE C1 Dans quelle mesure les activités/interventions du projet sur le terrain dans le cadre de l'autonomisation des femmes/filles étaient complémentaires aux interventions des autres PBF dans la zone du projet ?

QE C2 Dans quelle mesure les activités/interventions du projet sur le terrain sont en cohérence avec les objectifs du Programme de Coopération 2018-2022 de l'UNICEF en Guinée ?

Image 7 : Rencontre avec les femmes bénéficiaires de Matam

Source : Evaluation Novembre 2021

QE C1 Dans quelle mesure les activités/interventions du projet sur le terrain dans le cadre de l'autonomisation des femmes/filles étaient complémentaires aux interventions des autres PBF dans la zone du projet ?

39. Parmi les projets PBF complémentaires en cours il faut noter REDIPPI et GYPI 2019. Si sur papier il y avait possibilité de collaboration, surtout sur le volet jeunes et jeunes filles, en réalité pendant les interviews aucune femme leaders ni UNV ni mairies interviewées les a mentionnés. La plupart ne connaissaient même pas leur existence. Surement le Ministère de la Jeunesse aurait pu médier mais cela n'est pas ressorti pendant l'évaluation, surtout que le UNDP était un acteur de mise en œuvre commun. D'autre part UNFPA aurait pu se rallier à l'UNICEF, et vice-versa, dans le domaine du VBG.

Tableau 12. Projets PBF avec volets complémentaires au projet Femmes Leaders Communautaires

Reduction de l'instrumentalisation et des violences politico sociales des jeunes taxi motards en période électorale (GYPI 2019)	2019-	PBF 1,250,000 USD	Prevention/Gestion des conflits (jeunes)	PNUD OIM et FNUAP
Projet d'appui à la participation des jeunes hommes et jeunes femmes à la gouvernance dans les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée.	2018 2019	PBF		FNUAP, UNESCO et UNICEF

QE C2 Dans quelle mesure les activités/interventions du projet sur le terrain sont en cohérence avec les objectifs du Programme de Coopération 2018-2022 de l'UNICEF en Guinée ?

40. Le Programme de coopération entre le gouvernement de la Guinée et l'UNICEF, 2018-2022, a été mis au point dans le contexte du relèvement post-Ebola. Le volet Genre et GBV font partie du CPD courant. La violence à l'égard des enfants et des femmes demeure répandue en Guinée. D'après l'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) de 2016, 89 % des enfants ont été victimes de la violence. Quant à la violence basée sur le genre, elle est une source de préoccupation majeure ; 96,8 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi une MGF/E. De plus, 54,6 % des femmes sont mariées avant l'âge de 18 ans et 21% avant 15 ans. Le rapport du gouvernement sur la violence basée sur le genre (2015) montre que 29,3 % des femmes sont victimes de la violence sexuelle et 55,7 % de la violence physique. Les actes de violence ne sont pas toujours signalés ; les victimes se contentent généralement d'arrangements conclus dans le cadre des structures communautaires. La culture de l'impunité est également renforcée par un système juridique qui est souvent incapable d'appliquer rigoureusement les lois en vigueur. Les services et les professionnels qualifiés pour fournir un ensemble intégré de soins et de traitements médicaux et psychosociaux sont insuffisants en Guinée. En plus il n'y a pas de données fiables sur le GBV en Guinée.

41. D'autre part le Plan Stratégique Globale 2018-2021 de l'Unicef montre parmi ses priorités le genre décrit comme Egalité entre les Sexes. Il ne peut y avoir de développement durable et de sociétés fortes en l'absence de filles et de femmes en bonne santé, instruites et autonomes. Des données solides montrent que le bien-être de l'enfant dépend principalement de la survie, de la protection et des possibilités des femmes. Sur la base du Plan d'action pour l'égalité des sexes 2018-2021 et des efforts systémiques de

promotion de l'égalité des sexes, le Plan stratégique intègre la question de l'égalité homme-femme dans chacun de ses cinq groupes d'objectifs.

CONCLUSIONS : COHERENCE

C 1. Parmi les projets PBF coexistant dans la zone du projet Femmes Leader Communautaires pour la Paix on peut mentionner et le projet « Réduction de l'instrumentalisation et des violences politico sociales des jeunes taxi motards en période électorale » (GYPI 2019). Si sur papier il y avait possibilité de collaboration, surtout sur le volet jeunes et jeunes filles, en réalité pendant les interviews aucune femme leaders communautaires ni UNV ni mairies ni Agences UN ni Ministères interviewées les a mentionnés. La plupart ne connaissaient même pas leur existence. On peut donc conclure qu'il n'y a eu aucune collaboration. (Par. 42)

C 2. Le Programme de coopération entre le gouvernement de la Guinée et l'UNICEF, 2018-2022, a été mis au point dans le contexte du relèvement post-Ebola. Le volet Genre et GBV font partie du CPD courant.⁴ La violence à l'égard des enfants et des femmes demeure répandue en Guinée. D'après l'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) de 2016, 89 % des enfants ont été victimes de la violence. D'autre part le Plan Stratégique Globale 2018-2021 de l'Unicef montre parmi ses priorités le genre décrit comme Egalité entre les Sexes. On peut conclure que le projet Femmes Leader Communautaire est en cohérence avec le Programme de Coopération de l'UNICEF, mais aussi de UNDP, avec le Gouvernement de la Guinée. (Par. 43 à 44)

Image 8 : Interview avec la chargée Services Sociaux Commune de Ratoma

Source : Evaluation Novembre 2021

e. DURABILITÉ

Durabilité

QE D1 Dans quelle mesure les communautés bénéficiaires et les partenaires institutionnels se sont appropriés des acquis du projet ?

QE D2 Dans quelle mesure les conditions nécessaires ont été créés pour une appropriation des interventions par la partie nationale et les autres partenaires ?

Image 9 : Rencontre avec les Femmes bénéficiaires directes de Matoto

QE D1 Dans quelle mesure les communautés bénéficiaires et les partenaires institutionnels se sont appropriés des acquis du projet ?

42. Les bénéficiaires directes se sont appropriés des acquis du projet d'une part par l'engagement et la prise de conscience et donc la capacité de prendre parole en public et dénoncer les cas des violences, d'autre part en demandant d'être mises en réseau en tant que réseau des femmes des organisations informelles, pour continuer avec des activités d'autonomisation des femmes. Les autorités locales ont participé et les Mairies, à travers les services sociaux, se sont approprié du projet en donnant leur appui et de l'espace au femmes leaders communautaires pour se réunir aussi que faciliter la mise en réseau de ces femmes en ouvrant un compte dédié pour formaliser un tel réseau et mettre en place d'autres activités d'autonomisation des femmes et conjointement avec les chefs de quartier et les Maisons de Jeunes. En même temps le Gouvernement à travers le (Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance) et du Comité de Pilotage (incluant, Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi de Jeunes; Ministère de la Citoyenneté et de l'Unité Nationale ; Ministère de l'Administration du Territoire et la Décentralisation) se sont approprié à travers le comité de Pilotage d'une part mais aussi par la participation à des activités précises :

- Formation en production vidéo par le Ministère de la Jeunesse et Emploi des Jeunes
- Formation sur la Paix et assistance technique par Ministère de la Citoyenneté et de l'Unité Nationale
- Formation sur le GBV et assistance technique par Ministère de l'Administration du Territoire et la Décentralisation
- Chef de file Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance

43. La finalisation et continuité de la stratégie multi-acteurs pour la sécurité des femmes et filles contre les violences dans les espaces publics serait un acquis majeur, à savoir : 1) L'intégration dans les Plans de Développement Local - PDL et les Plans Annuels d'Investissement - PAI des communes ; 2) Le renforcer le groupe de réflexion mis en place autour de « Conakry, ville sûre pour les femmes et filles » à Conakry ; 3) Renforcer les capacités des autorités et des leaders locaux en matière d'égalité de genre et de VBG et promouvoir la participation et leadership des femmes dans la vie publique et politique des communes. Ce n'est pas un cas que pendant les interviews à la question « Quels sont les leaders qui vous inspirent le plus, soit au niveau national qu'internationale ? » elles ont donné que des noms d'hommes. Seule au niveau international il y en a qui a cité Angela Merkel.

QE D2 Dans quelle mesure les conditions nécessaires pour une appropriation des interventions ont été créés par la partie nationale et les autres partenaires ?

44. Les besoins des femmes et jeunes filles ont été tenus en compte partiellement pendant la planification et mise en œuvre et cela était une précondition de durabilité. Presque toutes les préconditions pour la durabilité ont été créés mais le PBF est un projet de 18 mois et sa caractéristique d'action reste dans l'urgence. Concernant la formation des vidéo-amateurs par le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi de

Jeunes, les formations étaient une condition de renforcement de capacités qui aurait été plus profitable si on avait laissé avec les jeunes le matériel pour la réalisation des vidéos, comme téléphones mobile, ordinateur, etc. Ces jeunes auraient pu continuer à faire circuler des vidéos sur la paix ou de prévention du GBV aussi en dehors et après le projet. Les cadres du Ministère de la Jeunesse étaient étonnés que les jeunes n'ont pas pris l'occasion, après cette formation, de se créer un emploi, mais, en plus du manque de formation en entrepreneuriat, ces jeunes n'ont pas les moyens pour initier une entreprise. C'est pour cela que le Plan Stratégique du Ministère de la Jeunesse dans la création d'emploi pour les jeunes, devrait être fortement soutenu par les partenaires financiers et techniques, ainsi que les start up des jeunes. Même chose si les femmes étaient mieux outillées avec des formations plus pointues et spécifiques dans des concepts de base étant qu'une grande partie d'entre elles, était analphabète. De plus des tentes et chaises avec des messages clés auraient pu être disponibles et rester avec les femmes pour continuer les causeries éducatives sur la paix, le GBV, les MGF, etc. même après la clôture du projet.

45. Les Femmes ont été mises en réseau comme elles avaient demandé cependant quelque risque a été identifié :

- Mettre en réseau les femmes leaders des organisations informelles ferait perdre l'Indépendance et la neutralité de ces femmes
- Le découpage en groupes de 25 femmes dans chaque quartier par le UNDP est artificiel. Il faudrait laisser les femmes s'organiser et décider spontanément de la manière dont elles veulent s'organiser.
- Il y a des femmes qui ont été choisies, ¼, et d'autres n'ont pas été même informés. Cela ira miner la crédibilité de l'UNICEF et du UNDP vis-à-vis de ces femmes pour des projets futures. Il serait mieux de laisser cela aux Mairies.
- Beaucoup des femmes ont accepté de participer à ce projet même sans compensation. Toutefois beaucoup d'autres ne faisaient pas confiance d'une part et d'autres parce que des besoins de survies étaient plus pressants
- Les critères de choix des organisations non formelles n'ont pas toujours été suivis et parfois les contacts personnels ont joué un rôle sur le choix d'un groupe plutôt qu'un autre
- Une partie des organisations non formelles sélectionnées au début se sont retirées. Celles-ci n'apparaissent pas dans la liste des femmes engagées. Cela aurait donné une vision plus réaliste du taux effectif de participation et des motivations pour quitter.

CONCLUSIONS : DURABILITÉ

D 1. Les bénéficiaires directes se sont appropriés des acquis du projet Femmes Leader Communautaire pour la Paix, d'une part par le protagonisme et la prise de conscience, d'autre part en demandant d'être mises en réseau en tant que groupements des femmes des organisations informelles, pour continuer avec des activités d'autonomisation des femmes. Les autorités locales ont participé et les Mairies, à travers les services sociaux se sont appropriés du projet en donnant leur appui et de l'espace pour se réunir aussi que faciliter la mise en réseau des Femmes Leaders Communautaires en ouvrant un espace dédié pour formaliser et enregistrer le réseau et mettre en place d'autres activités d'autonomisation des femmes. Des activités conjointement avec les chefs de quartier et les Maisons de Jeunes sont prévues, en continuation. (Par 45 à 46)

D 2. Les besoins des femmes et jeunes filles ont été tenus en compte pendant la planification et mise en œuvre et cela était une précondition de durabilité. Toutes les préconditions ont été créées pour la durabilité sauf que le

PBF est un projet de 18 mois et ça reste sa caractéristique d'urgence. Cela veut dire qu'il y a de besoins de femmes liés à leur autonomisation qui ne peuvent pas être complètement comblés avec le PBF. Dans le cadre de l'autonomisation des femmes et jeunes filles les formations ont été axé sur le maintien de la paix et le GBV. La formation en GBV peut être considérée un moyen d'autonomisation car a permis aux femmes de se prendre en charge et d'affronter des situations de violence domestique. Cependant cela ne peut pas être classifié comme autonomisation en tant que telle puisque l'autonomisation économique est résulté être plus importantes pour les femmes de Conakry, bien sûr, avec la paix, car sans paix on ne peut rien faire. (Par.47)

D 3. Les formations en vidéo ont été très appréciés par les jeunes comme une possibilité de social behavioral change communication mais aussi pour leur développement professionnel. Le maintien du matériel pour faire de vidéos et découpages et assembler les images à poster dans le media, même quand le projet fini aurait été souhaitable car ces sont des jeunes démunis de ressources propres pour entreprendre une activité. De plus les produits médiatiques favorisent la prise de parole des femmes et jeunes filles leaders dans les médias (radio, TV, presse) et leur diffusion sur les réseaux sociaux. Ce renforcement de capacités qui aurait été plus profitable si on avait laissé avec les jeunes le matériel pour la réalisation des vidéos, comme téléphones mobile, ordinateur, etc. Ces jeunes auraient pu continuer à faire circuler dans les réseaux sociaux des vidéos sur la paix ou de prévention du GBV. Le niveau de perception des femmes et jeunes filles sur leur sentiment de sécurité dans les espaces publiques a aussi été accrue. (Par. 47)

D.4. L'implication de la Police, des Chefs de quartiers et des autorités religieuses a été bien perçus et par la communauté et cela a été un enrichissement pour eux même. En effet les policiers ont réalisé de pouvoir se fier des femmes leadeurs communautaires et de pouvoir collaborer en cas de troubles dans la communauté du aux élections. Cela s'avéré aussi pour le GBV où les femmes se sont mises à disposition pour le référencement de cas à la police. Les autorités religieuses de leur côté ont participé aux formations et sensibiliser les fidèles à la sortie de la prière dans la mosquée, ce que pour eux c'est tout à fait normal et partie de leur mission de hommes de Dieu. Si pour les Imam cela a été plus facile car les femmes leadeur communautaires les ont sensibilisés, cela a été plus difficile à passer pour les églises puisque la chefferie n'avait pas alerté et les femmes leadeurs, qui étaient en majeure partie musulmanes, n'ont pas su faire comprendre le type d'engagement demandé. Cela a fait que beaucoup de prêtres ont renoncé à collaborer pour peur de se mêler dans des activités politiques. Plus que collaboratifs ont été la plupart des chefs de quartiers, dont une partie des chefs de quartier est constitué par des femmes. Ils ont donné leur cour pour les causeries éducatives et facilité les mouvements des femmes leadeurs dans les quartiers pour les marches de paix et pour les visites porte à porte.

f. DROITS HUMAINES, GENRE ET EQUITÉ

Droits humains, genre et équité

QE DH1 Dans quelle mesure les considérations spécifiques liées au genre, aux droits humains et à l'équité ont-elles été prises en compte lors de la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi du projet ?

QE DH2 S'il y eu des obstacles d'ordre politique, pratique ou administratif, à l'intégration efficace des droits humains et de l'égalité des sexes lors de la mise en œuvre des interventions, quel a été le niveau d'efforts déployés afin de surmonter ces difficultés ?

Image 10 : Rencontre avec le Club des Jeunes Filles de la Guinée

Source : Evaluation novembre 2021

QE DH1 Dans quelle mesure les considérations spécifiques liées au genre, aux droits humains et à l'équité ont-elles été prises en compte lors de la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi du projet ?

1. Les considérations spécifiques liées au genre, aux droits humains et à l'équité ont été prises en compte lors de la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi du projet. Le Conseil de sécurité des Nations Unies reconnaît que la réalisation des droits de l'homme est indispensable à l'instauration et au maintien de la paix, comme en témoigne l'inclusion systématique de mandats solides en matière de droits de l'homme dans les missions de paix. En même temps la paix est la précondition pour le respect des droits de l'homme. La protection de l'individu et de sa dignité en est l'élément principal. Chaque être humain doit pouvoir vivre en paix, à l'abri de la peur et de la misère pour réaliser son potentiel, comme le dit bien la Déclaration des Droits de l'Homme « Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix ».
2. Les questions de genre bénéficient d'une attention particulière de la part des Nations Unies, surtout l'intégration du genre dans la prévention, la gestion des conflits et les processus de pacification et également dans les programmes et activités du PBF. C'est dans sa résolution 1325 (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité que le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a reconnu pour la première fois le rôle central que jouent les femmes en tant qu'agentes du changement pour contribuer à la paix et à la sécurité internationales. Depuis l'adoption de la résolution 1325, d'autres résolutions sur les femmes, la paix et la sécurité ont été adoptées, dans lesquelles il a été souligné qu'il est important de placer les femmes au cœur des activités de maintien de la paix. Le projet Femmes Leaders Communautaires pour la Paix, mis en œuvre par les femmes et les jeunes filles de Conakry s'inscrit dans cette orientation politique.
3. Comme l'égalité entre les sexes, l'équité joue un rôle fondamental dans tous les aspects du maintien de la paix. L'équité, du latin *aequitas* (« esprit de justice, égalité, juste proportion ») est un principe impliquant le juste traitement, le respect absolu de ce qui est dû à chacun. Ainsi, l'équité est la vertu qui permet d'appliquer la généralité de la loi à la singularité des situations concrètes et qui vise à instaurer une égalité de droit, en tenant compte des inégalités de fait. Le projet Femmes Leaders Communautaires pour la Paix a donc tenu compte de l'aspect genre, de l'aspect ethnique, dans ses activités par une sélection équitable de femmes et hommes UNV d'une part, de l'autre en tenant compte de la configuration ethnique des Communes. Toutefois l'avoir pensé que Ratoma for ex. est une commune à majorité peul n'a pas été viable pour choisir que des UNV d'origine peul pour cette commune, et ainsi de suite pour les autres communes

pour les autres ethnies. Un bon mélange aurait été souhaitable. Aussi l'équité religieuse n'a pas été prise en compte, soit dans le choix des UNVs, tous musulman à part un chrétien, que des Femmes dans les quartiers ou on n'a pas vu quasiment pas des femmes chrétiennes ou catholiques. Pourtant des groupes non formels de ces femmes sont là.

QE DH2 S'il y eu des obstacles d'ordre politique, pratique ou administratif, à l'intégration efficace des droits humains et de l'égalité des sexes lors de la mise en œuvre des interventions, quel a été le niveau d'efforts déployés afin de surmonter ces difficultés ?

4. Pendant l'évaluation on n'a pas remarqué des obstacles d'ordre politique, à l'intégration efficace des droits humains et de l'égalité des sexes lors de la mise en œuvre des interventions. Au contraire on a noté une grande collaboration par les autorités et la communauté. La femme est vu comme incontournable étant à la fois mère, sœur et épouse. Toutefois il y a un risque que les mairies délèguent à ce femmes les conflits dans la communauté, c'est un risque mais aussi une opportunité car il y a qui pense que on devrait outiller ces femmes pour la prise en charge des victimes de GBV. Toutefois, si dans le projet on n'a pas constaté des difficultés de ce type le niveau de prise de décisions de femmes soit en famille que dans la communauté que dans la vie politique reste faible. Pourtant les femmes sont utiles au maintien de la cohésion sociale et on l'a constaté dans les rencontres avec des femmes Chefs de quartier.
5. Comme énoncé avant par contre, pour ce qui concerne les obstacles pratiques ou administratifs ceci ont été dû à un budget limité (ex frais de transport et communication pour les UNV et femmes leaders, qui sont déjà très pauvres) plutôt que à un manque de volonté, ou bien à une mécompréhension de la situation dans certain communes (ex sélection UNV par Communes sur base ethnique) ou du fait que le leadership de UNICEF et UNDP ne s'est pas rendu sur terrain d'une manière consistante (ex autorités religieuses). Une fois réalisés ces obstacles l'Unité Genre de l'Unicef a pris à cœur la situation et a rectifié pour ce qui concerne les frais de transport et communication pour les UNVs. Pour les autres aspects les Agences UN tiendrons dans la due considération les remarques faites.

CONCLUSIONS : DROITS HUMAINES, GENRE ET ÉQUITÉ

DHGE 1. Les considérations spécifiques liées au genre, aux droits humains et à l'équité ont été prises en compte lors de la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi du projet. Le Conseil de sécurité des Nations Unies reconnaît que la réalisation des droits de l'homme est indispensable à l'instauration et au maintien de la paix, comme en témoigne l'inclusion systématique de mandats solides en matière de droits de l'homme dans les missions de paix. Les questions de genre bénéficient d'une attention particulière de la part des Nations Unies, surtout l'intégration du genre dans la prévention, la gestion des conflits et les processus de pacification et également dans les programmes et activités du PBF. C'est dans sa résolution 1325 (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité que le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a reconnu pour la première fois le rôle central que jouent les femmes en tant qu'agentes du changement pour contribuer à la paix et à la sécurité internationales. (Par. 49 to 50)

DHGE 2. Comme l'égalité entre les sexes, l'équité joue un rôle fondamental dans tous les aspects du maintien de la paix.

Le projet Femmes Leadeurs Communautaires pour la Paix a donc tenu compte de l'aspect genre, de l'aspect ethnique, dans ses activités par une sélection équitable de femmes et hommes UNV d'une part, de l'autre a fait défaut sur la configuration ethnique des Communes. Aussi l'équité religieuse n'a pas été prise en compte, soit dans le choix des UNVs, tous musulman à part un chrétien, que des Femmes dans les quartiers ou on n'a pas vu quasiment pas des femmes chrétiennes ou catholiques. Pourtant des groupes non formels de ces femmes sont là. (Par. 51)

DHGE 3. Pendant l'évaluation on n'a pas remarqué des obstacles d'ordre politique à l'intégration efficace des droits humains et de l'égalité des sexes lors de la mise en œuvre des interventions. Au contraire on a noté une grande collaboration par les autorités et la communauté. Par contre, pour ce qui concerne les obstacles pratiques ou administratifs ceci ont été dû à un budget limité (ex frais de transport et communication pour les UNV et femmes leadeurs, qui sont déjà très pauvres) plutôt que à un manque de volonté, ou bien à une mécompréhension de la situation dans certain communes (ex sélection UNV par Communes sur base ethnique) ou du fait que le leadership de UNICEF et UNDP ne s'est pas rendu sur terrain d'une manière consistante (ex autorités religieuses). Une fois réalisés ces obstacles on a pris à cœur la situation et rectifié. (Par. 52 to 53)

10. LESSONS APPRISES

Les leçons apprises sont des éléments de connaissance qui peuvent être appliqués à une ou plusieurs actions futures, dans des contextes similaires ou abordant des thèmes similaires. À cette fin, une analyse SWOT a été réalisée avec les IP concernées. Une analyse SWOT globale a examiné les résultats de l'évaluation, soulignant les forces et les faiblesses de la planification, de la conception et de la mise en œuvre qui ont affecté les performances, les résultats et l'impact.

Tableau 13 : Forces et faiblesses du projet

<p>Forces</p> <p>Innovation : groupes informels des Femmes et UNV Forte réponse communautaire Capillarité Leaders religieux (imam) Chefs de quartiers Police Club jeunes filles Vidéo maker</p>	<p>Faiblesses</p> <p>Modules de formation inadéquates Durabilité' M&E pendant la mise en œuvre Etude Finale Inclusion des tous les leadeurs religieux Autres projets PBF pas connus Time frame Matériel du projet</p>
<p>Menaces</p> <p>Gestion des attentes Possible perte de confiance Suprastructures lourdes</p>	<p>Opportunités</p> <p>Synergies possibles (UNHABITAT, UNFPA, UNDP, UNICEF, IOM)</p>

Perte d'originalité' Equité (ethnique, religieuse, économique) Fonds non au org. Informelles Interface avec communauté vs Commune Matériel du projet	Thématiques : genre, adolescents et jeunes, MGR et GBV, Education Accélérée, AGRs, Démocratie et Gouvernance, WASH, Décentralisation Communication (SBCC) Mise en réseau des ONG informelles Other funds EU, It Coop, UNMIS etc Reseau other PBF
--	---

Source : Equipe d'Evaluation 2021

Parmi les enseignements tirés de la mise en œuvre des PA qui ont été synthétisés à partir des rapports de projet et des entretiens d'évaluation, il y avait des schémas communs. Le tableau suivant présente les leçons individuelles tirées des rapports des partenaires de mise en œuvre IP. Plusieurs thèmes clés ont été dégagés de cette analyse

LESSONS APPRISSES

M&E

a) Collecte de données et Support Supervision

Le M&E est une partie importante et non pas secondaire d'un projet. Une majeure attention au M&E plan et aux outils de collecte de données permet de rectifier/améliorer des approches et d'avoir un impact majeur. Les femmes formées par les 800 femmes sélectionnées sont des bénéficiaires directes et non pas indirectes, comme on les a définis. Cela a créé une confusion avec les vrais bénéficiaires indirects des causeries éducatives et des sensibilisations, soit porte à porte, soit à la sortie de la mosquée ou dans les réseaux sociaux. La collecte de données a été laissée seulement aux femmes leaders communautaires et le suivi à un UNV communautaire pas formé en M&E. Cela a amené à une sous-estimation des bénéficiaires indirectes.

Lesson 1. Donner plus de relevance à la composante M&E à partir de l'élaboration du budget du projet. Une équipe de suivi devrait être formé par UNICEF et UNDP pour faire le suivi sur le terrain.

Formations

b) Développement des Modules

Un tel projet devrait développer des curricula de formation et non pas juste des modules. Les curricula auraient dû être bien pensés et vérifiés avec le Comité de Pilotage. Il y a des Pays de la Sous-Région West africaine qui ont développé de curricula pour des projets PBF similaires qui pourraient être adaptés.

Lesson 2. Donner plus de relevance et temps au développement des curricula de formation par des experts avec la participation des Ministères concerné pour une meilleure appropriation et durabilité

Innovation

c) Rôle des organisations non formelles des femmes

La sélection des organisation non formelles des femmes ont été une innovation qui a garanti l'implication des femmes qui autrement n'auraient pas joué un rôle pour la paix dans la communauté et a garanti un sincère engagement par les femmes et jeunes filles

d) Implication des UNV communautaires

Pour la première fois on a utilisé un si grand nombre de UNV et UNV communautaires en Guinée mais pas seulement. Cela a garanti la liaison entre les Agences UN et la communauté d'une part ainsi que la capillarité des actions dans les quartiers

e) Utilisation créative de media

La création de vidéos par des jeunes, formés à tel propos, a généré une capacité nouvelle et une majeure conscientisation et participation des jeunes dans la construction de la paix dans leur communauté

Lesson 3. L'approche innovante choisi par le projet s'est avérée une réussite et donc à répliquer

Communication

f) Communication and marketing

La communication joue un rôle essentiel dans la construction de la paix. Des gadgets ont été développés dans le cadre de ce projet ainsi que de formations pour la réalisation de vidéos à poster sur le media. Une compétition pour choisir le vidéo mieux fait et plus impactant a été organisé. Toutefois les moyens pour les causeries éducatives ont été mis à disposition par les femmes leaders communautaires mêmes, alors qu'elles faisaient déjà un grand sacrifice pour donner leur temp précieux aux sensibilisations. De plus cela aurait constitué un acquis pour

garantir la durabilité et faire de sorte que les causeries continuent, puisque la construction de la paix n'est pas une fois pour toutes mais un travail continu.

Lesson 4. *Un plan de communication aurait pu être pensé au début du projet et mieux budgétisé. Des tentes et des chaises avec des messages clés auraient pu être réalisés par UNICEF/UNDP, selon les femmes leaders communautaires.*

Gestion des Attentes

g) Autonomisation des femmes leaders communautaires

L'autonomisation des femmes est un processus par le biais duquel la vie des femmes est transformée, d'une situation dans laquelle elles ont des pouvoirs limités en raison des obstacles liés aux inégalités entre femmes et hommes à une situation dans laquelle elles disposent des mêmes pouvoirs que les hommes. Dans le cadre du projet les femmes ont travaillé avec une motivation idéale de construction de la paix mais aussi avec des attentes pour la mise en réseau et développer des activités génératrices de revenus.

Lesson 5. *La gestion des attentes est importante car des fausses promesses peuvent éloigner les femmes et le rendre moins disponible à la collaboration dans l'avenir en créant un sentiment de non confiance envers les Agences UN dans la communauté. Il est plus souhaitable qu'elles s'organisent entre elles et aient un registre au niveau de la Maire des associations informelles que demander aux Maires de formaliser une association qui, une fois terminée, ne sera plus indépendante et ira laisser beaucoup de femmes non incluses, créant des frustrations.*

Image 11 : Rencontre avec un officier de police de la ville de Conakry

Source : Equipe d'Evaluation 2021

11. CONCLUSIONS FINALES

Les conclusions finales sont principalement tirées des constatations de l'évaluation. Le chapitre a été structuré selon les critères d'évaluation, résumant les conclusions principales et analyses pour chacun des critères (pertinence, efficacité, efficience, cohérence, durabilité, et genre et droits humain).

QE	Conclusions Clé
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="375 387 1540 622">✚ La stratégie pour la prévention des violences avant, pendant et après les élections, était en cohérence et bien pensée. La capillarité (porte à porte, causeries éducatives dans les quartiers, etc.), utilisation des VNU communautaires, participation des forces de police, des chefs de quartier et la tentative d'inclure les autorités religieuses et les candidats aux élections ont été un succès. Le financement du Fond pour la Consolidation de la Paix (PBF) a été consistant avec son mandat. (Par. 3 à 6) <li data-bbox="375 633 1540 913">✚ Le VBG visé par ce projet PBF était-ce lié aux élections et aux protestes puisqu'il s'était avéré que les protestes s'étaient manifesté dans le passé par des viol ou la violence sur des femmes. Toutefois, le projet Femmes Leadeurs Communautaires, en absence des cas similaires, s'est concentré sur le VBG familiale, o qui arrive dans la rue dans des lieux non sécurisés. D'ici que la cartographie des lieux non-sécurisés pour les femmes et des filles dans l'espace public à Conakry. La cartographie des zones non sécurisant de Conakry a été importante et cet effort mérite d'être adressé dans des projets futurs. (Par. 4 à 5) <li data-bbox="375 925 1540 1205">✚ Les besoins identifiés par la population cible n'ont pas tous été répondu. Même si les différents types de violences avant pendant après les élections se sont réduit, les frustrations des jeunes du au chômage, l'inconfort de la population de certain quartier pour le manque d'eau et d'électricité, le manque d'espace et d'hygiène pour une vie salubre, les violences entre voisins et le VBG domestique et dans la rue, représentent une menace pour la paix à Conakry. Sans compter que le période de transition amènera encore à des nouvelles élections auxquelles il faudra se préparer pour prévenir les violences. (Par. 11) <li data-bbox="375 1216 1540 1485">✚ Les innovations du projet Femmes Communautaires Leadeurs de Paix ont été l'utilisation des VNU communautaires pour la mobilisation et les groupements informelles des femmes qui ont garantis la neutralité et la capillarité dans la communauté. Cette stratégie a été pertinente puisque a impliqué des VNU et des femmes qui vivent dans la communauté et au sein des familles. La femme est mère, sœur, épouse et elle est incontournable pour arriver aux jeunes et aux hommes, souvent les plus impliqué dans des actes des violence lors des élections ou des manifestations. (Par. 12 à 14)
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="375 1500 1540 1686">✚ La caractéristique innovante du projet Femmes Communautaires a été l'utilisation des VNU communautaires pour la mobilisation et les groupements informelles des femmes qui ont garantis la neutralité et la capillarité dans la communauté s'est montrée efficace puisque a impliqué des VNU et des femmes qui vivent dans la communauté et au sein des familles. (Par 15 à 16) <li data-bbox="375 1697 1540 1977">✚ Parmi le facteurs internes qui ont empêché ou retardé l'atteinte des objective il faut noter la lenteur du déboursement des fonds par le PBF aux Agences de mise en œuvre telle que l'UNICEF et le UNDP. Le rôle de développement des curricula de formation. prévu pour UNWOMEN a été retardé par une question de délai de signature de contrat. Par conséquence, UNDP a comblé ce vide à la dernière minute avec des modules qui n'étaient pas suffisamment développés ni révisés par le Comité de Pilotage. Des curricula d'autres Pays de la Sous-Région sont disponibles et auraient pu être adaptés. Le confinement du au COVID 19 a affecté la mise

	<p>en œuvre et UNICEF et UNDP ont adapté leur plan de travail à la situation contingente. Matériels pour la prévention telles que masque et désinfectant ont été acheté et distribués. (Par 21 à 22)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✚ Le niveau d'implication et d'inclusion des autorités religieuses n'a pas été bien pensé ni exploité, pourtant ils sont en contact avec la communauté à travers les mosquées, les églises, et les œuvres comme les écoles et centre de santé. De plus des groupements des femmes sont liés à la solidarité et au secours des plus faibles, et donc potentiellement en contact avec beaucoup de monde qui pourrait être sensibilisé. Cette relation a été laissé aux femmes bénéficiaires dans les quartiers alors qu'une approche formelle avec les Chefs religieux aurait pu aider à faire comprendre le porté du projet Femmes Communautaire Leaders de Paix. (Par. 19 à 20) ✚ Grace au nombre de personnes (F/H) touchées par les activités de sensibilisation avant, pendant et après les élections on a pu constater moins de violences parmi les jeunes dû à cette intervention et donc un changement de comportement du aux sensibilisations. Si auparavant les femmes se retiraient à la maison pendant les élections s cette fois ci elles ont pu non pas seulement continuer de travailler mais se sentir protagonistes de la paix. Un nombre majeur de femmes et jeunes filles ont accru leur connaissances et compétences en matière de prévention et résolution des conflits, mais aussi sur le GBV et leurs droits de femmes. Cela a permis une majeure capacité des femmes et jeunes filles de prendre la parole en public et s'intéresser aux cas de GBV dans le voisinât. Par conséquence les hommes font plus attention aux violences familiale en sachant que les femmes peuvent parler et faire valoir leurs droits. (Par. 25 à 27) ✚ Le coté M&E a besoin d'une meilleure programmation et acquisition de compétences spécifiques. Il n'y avait pas un plan de suivi et le monitoring était confié à un UNV qui n'avait pas l'expertise nécessaire. Tout d'abord le cadre de résultats ne contient pas les indicateurs des progrès mais seulement les résultats attendus. De plus les outils pour la collecte de données ont été créés au fur et mesure des activités et des formations appropriées n'ont pas été délivrés étant que c'étaient les responsables des groupements de femmes qui pouvaient collecter les données. Les autres participants comme les policiers, les chefs de quartiers ou les autorités religieuses n'ont pas été outillé avec des fiches pour la collecte de données après les sensibilisations, ce qui fait que les bénéficiaires indirectes donc apparaissent sous estimées. D'ailleurs il y a eu une confusion dans l'appellative bénéficiaires indirectes pour les femmes formés par les TOTs. L'Etude finale a été fait trop tôt et de toute façon c'est impossible des mesurer des résultats par des perceptions. (Par 29 à 31)
Efficience	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les ressources financières étaient limitées par rapport à l'envergure, les domaines d'intervention, et l'étendue géographique du projet. Le nombre de UNVs déployés sur le terrain n'était pas suffisant, le suivi des activités a été aussi pénalisé et réduit à moins de l'essentiel. La planification n'avait pas prévu les besoins de mobilisation, transport et communication. Les activités pour l'autonomisation des femmes et des jeunes ont été aussi pénalisés, car la paix passe aussi par la diminution des frustrations pour la survie. (Par. 32 à 34) ✚ La qualité de fonds dépend, en partie, de la quantité de ressources. Une majeure participation des Ministères concernés aurait pu améliorer la qualité des modules de formation et de

	<p>l'accompagnement dans la mise en œuvre. D'ailleurs l'approche était nouvelle et innovante, et l'implémentation directe a fait remarquer nombreux besoins liés aux activités mais aussi à la pandémie de COVID 19. (Par. 35)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✚ Le rôle de développement des curricula de formation prévu pour ONU Femmes a été retardé par une question de délai de signature de contrat. Par conséquent, PNUD a comblé ce vide à la dernière minute avec des modules qui n'étaient pas suffisamment développés ni révisés par le Comité Technique. Des curricula d'autres Pays de la Sous-Région sont disponibles et auraient pu être adaptés. Le confinement du au COVID 19 a affecté la mise en œuvre et UNICEF et UNDP ont adapté leur plan de travail à la situation contingente. (Par. 32) ✚ Les mêmes résultats n'auraient pas pu être atteints par d'autres alternatives moins coûteuses puisque les fonds étaient déjà limités. Toutefois des stratégies pour améliorer la qualité auraient pu être explorés. Parmi les facteurs qui ont favorisé l'efficacité du projet il y a sans doute des objectifs réalistes et focalisés, donc capable de donner un impact majeur et tangible. La capillarité des actions planifiées dans les quartiers et avec laquelle les citoyens ont été touchés avec leurs familles est un résultat important du au déploiement sur le terrain des UNVs et donc des femmes bénéficiaires des organisations non formelles. La collaboration des Mairies avec le réseau social et les chefs des quartiers a été un soutien important, ainsi que la participation des forces de police et des autorités religieuses. (Par. 36) ✚ Parmi les facteurs qui ont empêché l'efficacité du projet ou mieux diminué l'efficacité, il y a eu la lenteur du déboursement initiale, le traitement économique des UNV communautaires et le manque frais de communication et de déplacement, la qualité des formations et les lacunes dans thématiques choisies. (Par. 40)
Cohérence	<ul style="list-style-type: none"> ✚ L'approche à l'autonomisation des femmes et jeunes filles s'est focalisé sur des formations pour le maintien de la paix et de prévention du GBV. La formation en GBV est un moyen d'autonomisation car permet aux femmes de se prendre en charge et d'affronter des situations de violence domestique. Toutefois l'autonomisation économique est résulté être plus importantes pour les femmes de Conakry, bien sûr, avec la paix, car sans paix on ne peut rien faire. (Par. 42) ✚ Des projets PBF coexistaient dans la zone du projet Femmes Leader Communautaires pour la Paix comme le et le projet « Réduction de l'instrumentalisation et des violences politico sociales des jeunes taxi motards en période électorale » (GYPI 2019). En théorie il y aurait eu possibilité de collaboration, surtout sur le volet jeunes et jeunes filles, mais finalement aucune femme leader communautaire, ni UNV, ni Mairies, ni Agences UN ni Ministères interviewées les a mentionnés pendant les interviews. La plupart ne connaissaient même pas leur existence. On peut donc conclure qu'il n'y a eu aucune collaboration. (Par. 43 à 44)
Durabilité	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les bénéficiaires directes se sont appropriés des acquis à travers le protagonisme et la prise de conscience d'une côté, en demandant d'être mises en réseau, de l'autre pour continuer avec des activités d'autonomisation des femmes. Toutefois, comme remarqué avant, cela demandait une gestion des attentes plus prudente. Les autorités locales ont participé et les Mairies, à travers les services sociaux se sont approprié du projet en donnant leur appui et de l'espace pour se réunir aussi que faciliter la mise en réseau des Femmes Leaders Communautaires. Toutes les préconditions ont été créés pour la durabilité. (Par 45 à 46)

	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Toutefois même que UNICEF et UNDP ont tenue en compte les besoins des femmes et jeunes filles pendant la planification et pendant la mise en œuvre en consultation avec le Comité de Pilotage il y a de besoins de femmes liés à leur autonomisation économique qui ne pouvaient pas être complètement comblés avec le PBF, un projet avec caractérisé par l'urgence et en plus de 18 mois. (Par 47) ✚ La formation de jeunes vidéo-amateurs les formations étaient une condition de renforcement de capacités qui aurait été plus profitable si on avait laissé avec les jeunes le matériel pour la réalisation des vidéos, comme téléphones mobile, ordinateur, etc. Ces jeunes auraient pu continuer à faire circuler dans les media des vidéos sur la paix ou de prévention du GBV. (Par. 47)
Droits Humaines, Genre et Equité	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les considérations spécifiques liées au genre, aux droits humains et à l'équité ont été prises en compte lors de la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi du projet. L'égalité entre les genres est aussi un droit humain. Les questions de genre bénéficient d'une attention particulière de la part des Nations Unies, surtout l'intégration du genre dans la prévention, la gestion des conflits et les processus de pacification et également dans les programmes et activités du PBF. Résolution 1325 (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité que le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. (Par. 49 to 50) ✚ L'équité joue un rôle fondamental dans tous les aspects du maintien de la paix. Si l'équité a été cherché pendant la réalisation des activités, pas toutes les considérations avaient été faites. En effet la distribution ethnique des UNV dans les Communes d'où on a repris seulement la majorité ethnique n'a pas été visionnaire. Tout de même la collaboration avec les autorités religieuse n'a pas été cherché d'une manière constante et surtout n'a pas pris en compte toutes les religions. Etant délicat cela devait passer par l'équipe de gestion et non pas par les femmes leaders communautaires seulement. (Par. 51)

Image 12 : Visite au Centre de Formation de Couture dans la Commune de Kaloum

Source : Evaluation Novembre 2021

12. RECOMMANDATIONS

La définition de la portée d'un projet est cruciale pour la mise en œuvre et l'efficacité tout au long du projet, du début à la clôture. La conception du projet a été réaliste et incorporait deux modèles importants (voire trois) que l'on peut définir innovants pour le contexte de la Guinée, mais aussi pour la sous-région. En général, l'équipe d'évaluation recommande un autre cycle de soutien du PBF dans le volet Promotion de la Jeunesse (GYPI), avec un budget plus consistant et une meilleure gestion des attentes, surtout des femmes bénéficiaires. Dans le tableau en bas les principales recommandations stratégiques.

Image 13 : Rencontre avec les jeunes vidéo amateurs formés par le projet dans la Mairie de Ratoma

Source : Evaluation novembre 2021

Tableau 14 : Recommandations Stratégiques

Recommandations Stratégiques			
Conclusions		Prestataire	Priorité
PBF			
Coherence <i>Findings # C 1</i> <i>(Par. 42)</i>	RS 1. Faire un effort majeur pour créer des synergies et mettre en réseau tous les projets PBF en Guinée	PBF Secretariat Gouvernement	H
Efficacité <i>Findings # EFF.TÉ 4</i> <i>(Par 21 à 22)</i>	RS 2. Créer une banque des données avec Curricula de formation développés dans les Pays de la Sous-Région.	PBF Secretariat	M
Pertinence <i>Findings # PER 3</i> <i>(Par. 11)</i>	RS 3. Se préparer pour les prochaines Elections (après transition) et renforcer l'inclusion des femmes et jeunes filles dans le projet à venir.	PBF Secrétariat Gouvernement	M
UNICEF			
Efficience <i>Findings# EFF.CE 2</i> <i>(Par.35)</i>	RS 3. Renforcer la coordination avec les autres Agences partenaires du projet en tant que Lead et mieux définir les taches	Section Programme	H
Efficacité <i>Findings # EFF.TÉ2</i> <i>(Par.17)</i>	RS 4. Pendant que le Ministère de la Femme est Ministère de référence, valoriser les plans stratégiques des Ministères afférant au Comité de Pilotage pour la formation des jeunes, la collaboration avec les mairies, et les modules de formation.	Section Genre	H
Efficacité <i>Findings # EFF.TÉ6</i> <i>(Par. 25 à 27)</i>	RS 5. Elargir la sphère d'action du programme : toucher les écoles ; inclure les centres d'écoute des jeunes existants ; créer plus de synergies entre groupes femmes et jeunes (inclus garçons) sur le GBV; Outiller les femmes leadeurs communautaires pour de la prise en charge directe des cas de GBV dans la communauté ; vérifier la faisabilité de cours de rattrapage et alphabétisation pour les jeunes filles et de formations en entrepreneuriat pour les femmes ; donner des taches programmatiques au Club des Jeunes Filles.	Section Genre	M
Droits Humains, Genre & Equité <i>Findings # DHGE 3</i> <i>(Par. 53)</i>	RS 6. Payer une attention majeure à l'équité surtout ethnique et religieuse avec un dialogue plus institutionnel avec les parties prenantes.	Section Genre	

UNDP			
Efficacité Findings # EFF.TÉ4 (Par 21 à 22)	RS 7. Payer plus attention à la planification des formations plus détaillées des femmes sur leadership, démocratie, liberté, droits humains avec de vrai curricula développés soit par sois même ou UNWOMEN mais avec la participation des ministères concernés. La liaison avec le Ministère de tutelle devrait être renforcé. La formation de partis politiques, leaders locaux, chef de quartiers, police, etc. devrait être mieux structurée et spécifique et pas mélangé avec d'autres formations	Section Démocratie & Gouvernance	H
Efficiace Findings# EFF.CE 2 (Par. 35)	RS 8. Lorsque on parle d'autonomisation économique des femmes il pourrait être plus profitable de se focaliser sur Human Capital Development avec des cours de formation professionnelle et en gestion d'entreprise	Section ???	M

Source: Evaluation Team

Les recommandations stratégiques donnent la vision dans l'avenir et l'avantage concurrentiel d'un choix tandis que les recommandations opérationnelles décrivent comment y arriver pendant la mise en œuvre. Dans le tableau en bas les recommandations opérationnelles.

Tableau 15 : Recommandations Opérationnelles

Recommandations Opérationnelles			
Critères	Recommandations	Prestataire	Priorité
PBF			
Efficiace Findings # EFF.CE 6 (Par. 41)	RO 1. Revoir le mécanisme de déboursement des fonds pour éviter des inutiles délais qui pourraient mettre en difficulté la mise en œuvre des activités à temps. Si nécessaire autoriser l'Agence partenaire à anticiper les sur l'engagement écrit de rembourser aussitôt que les fonds sont disponibles.	PBF Secretariat	H
Efficacité Findings# E.TÉ 7 (Par. 29 à 31)	RO 2. Revoir le concept d'indicateurs d'impactes s'ils ne sont pas mesurables, par exemples à travers d'indicateurs de progrès. Eliminer l'étude finale comme mesure de perception. Les perceptions ne se mesurent pas par définition. En plus le délai de 12 mois entre étude de base et étude finale est trop court et les groupes étudiés seront différents	PBF Secretariat	M
UNICEF			
Efficacité Findings# E.TÉ 7 (Par. 29 à 31)	RO 3. Le coté M&E a besoin d'une meilleure programmation et acquisition de compétences spécifiques. Mieux définir la ToC. Donner plus de relevance à la composante M&E à partir de l'élaboration du budget du projet. Une équipe de suivi devrait être formé par UNICEF et UNDP pour faire le suivi sur le terrain. Elaborer un plan de suivi et des outils de collecte de données adapté à la mise en œuvre. Recruter un UNV expert en M&E et ne pas confier à un M&E communautaire.	Section Genre	H

Efficienc Findings# E.CE 1 (Par. 32 à 34)	RO 4. Faire une planification plus réaliste et donc un budget plus réaliste avec toutes les catégories prévues y inclus le transport et les frais de communication. Prévoir un budget plus élevé qui tien compte du M&E et aussi d'un budget plus approprié pour la communication/documentation et pour l'autonomisation des femmes.	Section Genre	H
Durabilité Findings # D 3 (Par.47)	RO 5. Prévoir équipement et matériels qui puisse rester avec les femmes leadeurs communautaires, les jeunes filles et les jeunes pour garantir la continuité des activités de sensibilisation d'une manière autonome et créative même après la fin du projet	Section Genre	M
UNDP			
Efficienc Findings # E.CE 4 (Par. 36)	RO 6. Améliorer la Coordination avec les autres Agences et avec les Ministères de tutelle. Prévoir le staff nécessaire à temps. Régulariser la situation avec UNWOMEN et motiver pourquoi le contrat pour la formation n'a pas été signé.	Section Démocratie & Gouvernance	M
Durabilité Findings # D 1 (Par 45 à 46)	RS 10. Soutenir les Mairies à créer un Registre communale des organisations Informelles femmes sans trop de suprastructures et laisser le choix aux femmes elles-mêmes de comme s'organiser pour éviter des faux attentes ou déception et donc perte de confiance envers les Agences ONU	Section Démocratie & Gouvernance	H

Source: Evaluation Team

13. ANNEXES

ANNEX 1. TERMES DE REFERENCE (TDRs)-Evaluation finale de projet

ANNEX 2. List of persons to be interviewed during the evaluation

ANNEX 3. Outils pour la collection des données

ANNEX 4. Cadre de résultats du projet

ANNEX 5. An illustration of the theory of change

ANNEX 6. Evaluation Matrix

ANNEX 7. List of planned site visi

